

NOIR ET ROUGE

CAHIERS D'ÉTUDES ANARCHISTES RÉVOLUTIONNAIRES

15-16

GAAR

N&R

CAHIERS D'ETUDES EDITIONES PAR LES GROUPES
ANARCHISTES D'ACTION REVOLUTIONNAIRE

N^{os} 15 - 16 - PRINTEMPS-ETE 1960

-- COMLOT CLERICAL ET COMBAT LAIQUE:.....p.	1
-- VIOLENCE-REVOLUTION-ORGANISATION (suite).p.	33
-- LE PARTI REVOLUTIONNAIRE ET LA SPONTANEITE DES MASSES OU LES CONTRA- DICTIONS DE TROTSKY DANS "L'HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE".....p.	42
-- MICHEL BAKOUNINE ET LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE BULGARE.....p.	73
-- DOSSIER "ESPAGNE" BIBLIOGRAPHIE.....p.	88
-- COURRIER ESPAGNE.....p.	92
-- DANS NOTRE COURRIER.....p.	96

POUR LA CORRESPONDANCE :

LAGANT B.P. 113-PARIS(18°)

POUR TOUS ENVOIS D'ARGENT:

LAGANT 16-682-17 PARIS

L'abondance des matières nous a amenés à présenter aujourd'hui un numéro double de N. & R. amputé de son éditorial habituel. Malgré cela de nombreux articles n'ont pu trouver place dans ce numéro qui bénéficie par ailleurs d'une augmentation de 25/100 du tirage afin de répondre aux nécessités de la diffusion. Tout cela représente un accroissement du prix de revient de NOIR ET ROUGE.

Chaque exemplaire NOUS REVIENT A 1 NF 50.

Nous remercions tous les lecteurs qui nous adressent leurs encouragements, leurs critiques, leurs suggestions (et leurs mandats !). Ce contact nous permet de découvrir de nouveaux amis de l'anarchisme-communiste et aussi de resserrer nos liens avec de nombreux sympathisants ou militants du mouvement libertaire.

IL EST REPONDU A CHACUN DANS LES PLUS BREFS DELAIS.

COMPLOT CLÉRICAL et COMBAT LAÏQUE

AVANT - PROPOS

L'historien Michelet, plusieurs fois cité, écrivait : "La liberté du catholicisme dans un gouvernement républicain est uniquement et simplement la liberté de conspiration."

Il peut sembler paradoxal que la bourgeoisie conspire au sein de son propre régime alors que les représentants de la classe ouvrière en sont réduits bien souvent à lutter pour une "légalité". Le problème se résume à savoir si l'idéal révolutionnaire peut mieux se développer dans les masses au sein d'un régime de liberté qu'au sein d'un régime de dictature...

Toujours est-il que l'Eglise "conspire" selon le mot de Michelet et que cela est dans l'ordre des choses. Chacun agit selon son idéologie et celle de l'Eglise catholique est basée sur la certitude qu'elle a de posséder une fois pour toutes la Vérité pleine et entière. "On ne saurait accorder la même liberté à la Vérité et à l'Erreur" écrivaient en 1948 les jésuites de la "Civitta Cattolica". Les dernières déclarations

de JEAN XXIII sont de la même veine et enlèvent toutes leurs illusions aux chrétiens "progressistes" qui rêvent de réformer l'Eglise. Cette conspiration des clercs ne peut avoir de fin puisqu'ils sont persuadés qu'ils détiennent la seule morale capable de gouverner les sociétés. Un avantage est considéré par eux comme un dû et en appelle un autre. Par un dogme, le Christ est proclamé "Roi de la Terre", comme il est bien obligé de gouverner par personne interposée, cela veut dire que les prêtres qui sont "d'autres Christ" représentent un Impérialisme permanent.

Ce désordre dans l'Etat républicain, dont parlait Michelet, signifie simplement que l'Eglise luttera toujours contre tous les Etats, dans leur sein, car, ainsi que le montrait Bakounine, elle est elle-même l'Etat parfait, l'Etat par excellence. Dès lors, la seule solution logique pour un catholique de bon aloi réside dans un Etat entièrement sous la coupe de l'Eglise. C'est bien le point de vue de Monsieur Georges SAUGE, nouveau philosophe récemment apparu sur la scène politique, qui se proclame le théoricien d'un "national-catholicisme". Son organisation s'appelle le "Centre d'Etudes Supérieures de Psychologie Sociale". Ceux qui viennent "étudier" là sont les membres de "Jeune Nation", du "M.P.I3", d'"Aspects de la France" et de l'"U.D.C.A." (I) - Ce sont les mêmes que ceux qui déclenchèrent l'éméute d'Alger. Le général CHASSIN, "maquisard" du 13 mai, a défini les objectifs du mouvement : "C'est la lutte de Dieu contre Satan !". On pourrait sourire devant ces matamores d'opérette, devant ce BIDAULT rassemblant pour le plus grand bien de la chrétienté ceux qui le combattaient et le dénonçaient en d'autres temps. Les événements d'Algérie doivent nous éclairer.

(I) - Avant qu'il ne soit arrêté par la police gauloise fin janvier 60, il "enseignait" aussi aux cadres de l'armée. (St Cyr).

Bien des chrétiens essaieraient de nous démentir en affirmant d'abord que l'Eglise reconnaît le principe de la "laïcité" de l'Etat. C'est ce qu'affirme l'abbé Jacques BUR dans un récent ouvrage qui fut le cheval de bataille des cléricaux pendant la lutte menée contre l'Ecole laïque : "Laïcité et Problèmes scolaires" (Editions de la Bonne Presse.)

"Selon les circonstances et selon les sentiments de qui en fait usage, la notion de laïcité peut recouvrir, soit une neutralité positive et bienveillante de l'Etat en face de toutes les croyances religieuses, soit une neutralité jalouse et hargneuses érigée à la hauteur d'un principe, voire d'un idéal, soit même un laïcisme doctrinaire, expression quasi religieuse d'un humanisme positiviste ou athée".
déclare ce digne abbé. Et il développe :

"Dans le premier cas, il s'agit d'une solution pratique apportée aux problèmes que posent dans un état moderne les divisions religieuses..."

C'est évidemment la solution la meilleure pour l'Eglise lorsqu'elle n'a pas le pouvoir. En effet, d'après les mêmes jésuites cités plus haut, il faut demander l'égalité entre les cultes lorsque l'on est pas sûr de posséder la prépondérance. Car il s'agit bien ici de position tactique, l'abbé BUR ajoute :

"Vu les conditions françaises et le caractère particulier des luttes religieuses en France, les catholiques français peuvent la juger acceptable et la mettre loyalement en oeuvre".

Remarquons que les positions "laïques" des chrétiens de l'U.G.S. ne vont souvent pas beaucoup plus loin que celle-là. Après avoir précisé que le second cas est "un laïcisme qui n'ose pas dire son nom", l'auteur l'apprécie ainsi :

"Il aboutit à ce paradoxe de présenter comme une fin la neutralité qui ne saurait être qu'un moyen au service d'une fin véritable (...)"

Voilà ce que pense l'Eglise de la fameuse "laïcité-neutralité" prônée par certains laïques en "peau de lapin".

L'expression "fin véritable" est délicieuse

et signifie que lorsque les catholiques admettent cette situation de neutralité, c'est comme un moindremal. Mais, voyons plutôt comment BUR voit le troisième cas qui est, après tout, le nôtre. Sachez que nous professons "une métaphysique qui entend s'imposer par la ruse, sous le couvert de la première acceptation".

Si nous avons cru devoir faire cette longue citation, c'est qu'elle exprime le véritable visage de l'Eglise et surtout -- ce qui nous intéresse -- son MECANISME de pensée. Pour malhonnête qu'elle soit, la définition de l'idéal laïque faite par l'abbé BUR prouve encore une fois que les catholiques sont absolument CONGÉNITALEMENT incapables de sortir de leurs conceptions. Cet humanisme positiviste ou athée n'est pas conditionné (paraît-il) par une conception matérialiste du monde, il est réduit par ces gens-là en métaphysique ! Etant eux-mêmes métaphysiciens, ils ne peuvent admettre que d'autres basent leur vision du monde sur autre chose. Or, la métaphysique qui est la recherche des "causes premières" pourrait bien être selon un mot célèbre : "La science de Rien". Il est humain et le bon sens populaire l'a remarqué déjà depuis longtemps, on juge les autres d'après soi-même. "La soi-disant métaphysique des athées les conduirait à la ruse et à la force" ? Pour nous, c'est bien au contraire la recherche d'absolu qui est contenue dans toute métaphysique qui crée l'Autorité, c'est-à-dire la force et la ruse. Nous n'insisterons pas sur ces choses élémentaires, sinon pour souligner le petit esprit de nos adversaires. Quelqu'un a dit un jour que l'hypothèse la plus admissible en ce qui concerne la foi chrétienne est qu'elle serait en quelque sorte une paralysie d'un secteur du cerveau. Constatons simplement l'impossibilité des chrétiens à définir objectivement une opinion contraire à la leur : Ce qui est pour le moins une absence de cet esprit d'Universalité qu'ils devraient posséder par définition. Cela conduit notre abbé à affirmer que, selon la déclaration de feu Pie XII, "une juste et saine laïcité de l'Etat est un des principes de la doctrine catholique". Qui définira ce qui est "juste et sain" ? Ceux qui détiennent le privilège de posséder la Vérité totale,

naturellement...

Et ceci nous amène à examiner comment les cléricaux et leurs doctrinaires considèrent l'Etat. Il semble bien qu'il n'y ait dans la société, selon l'abbé BUR, que deux forces réelles conditionnant la vie des individus : l'Eglise et l'Etat. Actuellement, une concurrence existe, comme elle a d'ailleurs existé dans tous les temps. On sait la résistance opiniâtre que soutinrent les rois de France pour empêcher l'Eglise de s'implanter dans le pouvoir temporel. Des hommes, tel Saint-Louis par exemple, en vinrent à être plus laïques que nos gouvernants actuels ! Ce phénomène de la lutte des deux pouvoirs d'exploitation et d'autorité nécessiterait à lui seul une longue étude. Disons seulement que si l'Etat n'est plus comme au XIX^e siècle un arbitre entre les classes antagonistes, s'il devient force économique antagoniste et dans notre monde occidental un pouvoir fort au service d'une bourgeoisie qui essaie de se sauver, il sera normal qu'il offre beaucoup moins de résistance à l'Eglise qu'autrefois. Mais nous possédons encore en France "un Etat laïque" du moins par définition. C'est ce qui amène l'Eglise à définir le rôle de chacun. Il est courant de voir deux adversaires qui désirent s'absorber mais ne le peuvent, délimiter d'un commun accord leur sphère respective. Et ainsi :

--L'Eglise devra respecter l'autonomie de l'Etat et condamner le "cléricalisme" (toujours selon l'abbé BUR)

--L'Etat doit respecter l'autonomie de l'Eglise et l'Eglise condamne le "laïcisme".-

Comme on le voit c'est très simple. C'est cela la "tolérance" nous dit BUR. Voilà une "laïcité" qui convient aux chrétiens et c'est au fond celle des militants crânants de l'U.G.S.

BUR en tire une conclusion logique qui montre en fin de compte où l'on veut en venir :

"Puisque l'Etat n'est pas compétent dans le domaine spirituel, il doit garantir la liberté

de conscience des enseignants".
et de conclure que :

"L'Etat peut, sans porter atteinte à la Laïcité financer l'enseignement confessionnel".

Ce respect de l'Etat est tout verbal. Le journal des Parents d'Elèves des Ecoles Libres : "Famille Educatrice" attaque régulièrement l'enseignement étatique et déclare que le seul valable est celui qui parle de Dieu à l'enfant. (Remarquons en passant que les partisans de la laïcité ont toujours nié le caractère étatique de l'Enseignement public : nous y reviendrons). La position exprimée par l'abbé BUR est donc une position de repli puisqu'aussi bien nous constatons que dans les pays où l'Eglise règne en maîtresse, l'enseignement "neutre" n'existe pas. Ce rappel de la situation de l'Espagne pourrait encore une fois éclairer sous un jour curieux les récents événements d'Alger. Une semaine avant l'insurrection des "ultras", leur hebdomadaire : "Salut Public" écrivait :

"Pour nous le Salut Public du pays comporte obligatoirement un retour à Dieu qui ne peut se concevoir sans l'école chrétienne. L'Allemagne de l'Ouest l'a fait, qui enseigne le catéchisme dans toutes ses écoles officiellement. Sans aucun doute c'est l'un des secrets de son magnifique relèvement. Citons aussi l'opinion d'un journal américain de langue française "L'Impérial" : La France aurait gardé ses territoires si elle avait continué à leur apporter dans ses bagages une petite croix. Mais elle leur a apporté dans son ballot le Laïcisme. Aujourd'hui, elle cueille leur révolte et leur mépris (...)"

Cette citation ^{/qui} se passe de commentaire mettra mal à l'aise nos catholiques de "gauche" empêtrés dans leurs cas de conscience et leurs contradictions. Il nous faut alors discuter idéologie et voir quelle est la véritable position de l'Eglise. Une réunion d'excités a eu lieu à Paris au Palais de la Mutualité le 19 octobre 1954. Le programme en était : "Pour le

Christ Roi, Pour l'Ordre Chrétien". Là Mr. Jean DAUJAT, professeur à l'Institut Catholique déclara :

"Le Christ laisse coexister les pouvoirs de l'Eglise et les pouvoirs des Etats pour l'organisation de ce monde. Mais le Christ ne peut être roi que si les Etats lui sont soumis (...)"

Si l'Eglise n'a pas de pouvoir direct sur le temporel elle a les deux pouvoirs : temporel et spirituel distincts mais nullement séparés. L'erreur laïciste est cette séparation de l'Eglise et de l'Etat. --On voit ici combien l'abbé BUR déjà cité, est largement dépassé--. Le lien entre l'Eglise et l'Etat c'est que les fins de l'Etat soient subordonnées aux fins de l'Eglise. On voit que la doctrine n'a pas changé ! (1)

Bakounine écrivait déjà que c'est la "conscience religieuse" qui crée l'Etat "au sein de la société naturelle". Et il définissait cette rencontre entre l'Etat et l'Eglise comme "celle de la nécessité de l'immolation de l'humaine liberté pour moraliser les hommes et pour les transformer, selon l'une en des saints, selon l'autre en de vertueux citoyens".

"Quant à nous, nous ne nous émerveillons en aucune façon, parce que nous sommes convaincus que la politique et la théologie sont deux soeurs provenant de la même origine et poursuivant le même but sous des noms différents ; et que chaque Etat est une église terrestre, comme toute église n'est rien qu'un céleste Etat" (Antithéologisme).

Mais il faut ajouter que l'Eglise se croit l'Etat universel.

Mgr GILLET expliquait au cours de cette même réunion de la Mutualité que "Dieu a les trois pouvoirs sur tous les hommes de la terre : législatif, exécutif et judiciaire". Mais Dieu ne veut pas dominer l'univers qu'il a créé pour pouvoir se donner aux

(1) - Le père JANVIER écrivait de MUSSOLINI : "Voici qu'un homme s'est rencontré, remarquable par son intelligence... qui reconnaît la primauté de l'Eglise sur l'Etat".

hommes. Mais les hommes qui ont été créés libres se sont adonnés au péché, Il faut reconquérir les hommes pour Jésus-Christ. Et nous arrivons ainsi à ce que Bakounine démontrait, à savoir que les églises et les Etats partent essentiellement du principe que l'homme est mauvais et qu'il faut le transformer en saint ou en citoyen. Le saint, comme le chef d'Etat détient un pouvoir divin pour transformer les hommes. Mais si l'Eglise est l'Etat parfait, si l'Eglise est la manifestation du Christ, c'est : le Christ qui est le chef parfait. Il s'est incarné selon le mot théologique. Ainsi le chef d'Etat incarne lui aussi la conscience que les citoyens incapables de posséder en eux-mêmes projettent sur LUI. DE GAULLE a dit : "depuis vingt ans que j'incarne la conscience nationale..." Qu'il le dise importe peu d'ailleurs, ce qui est grave c'est qu'il en soit persuadé lui-même !

Remarquons en passant que pour les marxistes "Dieu mourra d'une mort naturelle" parce qu'il n'est que l'expression de l'état actuel de la société divisée en classes. Pour les classes dominantes, il est un moyen d'exploitation, pour les classes exploitées il est une aspiration vers la communauté, une "sublimation" de la société sans classe. C'est cette thèse que développait il y a quelques années Michel VERRET dans la "Nouvelle Critique". De même, l'Etat est lui aussi l'expression de la classe dominante et disparaîtra avec l'avènement du Communisme d'une manière mécanique.

Pour nous et pour Bakounine, la religion est née de l'état de violence des forces naturelles de la société primitive et " l'existence du principe d'autorité qui en découle a donné naissance à une Violence humaine qui est le point de départ de l'Etat et de l'exploitation. Il n'est pas dans le but de cet article de développer ces points. Disons seulement que pour nous, anarchistes, l'Etat n'est pas seulement le produit du régime d'exploitation il est phénomène d'exploitation lui-même. Ceci nous amène à constater que l'Eglise --ainsi que le lecteur vient

de s'en rendre compte-- ne se préoccupe jamais des régimes sociaux ou de l'existence des classes. Elle nie évidemment leur existence : St Paul dit : "Il n'y a plus ni esclave ni homme libre, ni Grec ni Juif, nous sommes tous un dans le Christ". D'aucuns ont vu dans ces paroles une destruction des classes, il s'agit simplement de ne pas s'occuper de l'appartenance à telle ou telle classe. Mais l'Eglise s'occupe au plus haut degré de l'existence des états. C'est l'Etat et sa conquête qui l'intéresse seul. Ainsi, cette conspiration permanente du cléricanisme dont nous parlions plus haut est totalement indépendante des régimes sociaux, elle peut tout aussi bien exister en régime "socialiste". Elle ne pourrait se manifester dans un système social fédéraliste ou l'Etat aurait été liquidé. Lorsque l'U.G.S. proclame que l'Eglise devra garder le droit à l'apostolat en régime socialiste, nous avons le droit d'être inquiets.

Cette identité entre l'Eglise et l'Etat fait que les cléricaux s'accrochent d'ordinaire fort mal au régime de démocratie bourgeoise et font en général valoir leurs revendications les plus osées dans les régimes à forme plus autoritaire. Il est classique de constater que les offensives cléricales se produisent toujours aux heures de trouble.

C'est la participation des cléricaux à tous les complots fascistes de l'avant-guerre, c'est l'avènement des comploteurs après l'armistice de 1940 "nos idées sont au Pouvoir" s'écria un prélat français. Et, de fait, les lois laïques furent abrogées, l'école publique sacrifiée à l'école libre, les congrégations réintégrées.

Et en 1960 ? Le cardinal GERLIER vient de déclarer qu'il souhaitait surtout la "Paix Scolaire" et la "Paix en Algérie". Ce qui dénote une certaine outréculance lorsque l'on sait que la guerre d'Algérie a abouti au coup d'Etat du 13 mai et que sans 13 mai, il est bien possible que la dernière loi scolaire n'eût pas été votée ! Ajoutons que si le dernier

complot d'Alger n'a pas réussi officiellement, il a atteint le but réel en fait, puisque nous sommes maintenant véritablement sous un régime suffisamment autoritaire pour frapper la "gauche" et continuer la conquête commencée.

La conquête est en effet commencée par la loi scolaire qui a été votée début janvier, sans que ces messieurs s'estiment satisfaits. Examinons brièvement les conséquences de la dite loi :

Les écoles privées sont reconnues "de jure". Elles peuvent être intégrées ou souscrire des contrats d'association ou des contrats simples avec l'Etat. En échange, on exigera des garanties pédagogiques. Ce sont ces garanties qui gênent les cléricaux et provoquent leur sainte colère. Il faut savoir, en effet, que bien rares sont les enseignants privés possédant des diplômes :

Une statistique récente concernant la Vendée montre que sur 1.338 instituteurs privés : 94 ont le baccalauréat complet; 15 ont seulement la Ière partie du bac; 1.074 ont le Brevet élémentaire; 27 ont le B.E.P.C.; 128 sont sans diplômes ou n'ont que le Certificat d'Etudes primaires.

Ainsi, 155 ne devraient pas avoir le droit d'enseigner et 94 seulement pourraient enseigner légalement dans l'enseignement public. (I).

C'est pourquoi les subventions étaient demandées "en tenant compte des situations acquises". Que feront-ils maintenant ? Ils demanderont aux maîtres catholiques de l'enseignement public de venir dans l'enseignement privé. Pourront-ils les payer ou les paieront-ils ? C'est dans cette crainte que le syndicat C.F.T.C. de l'enseignement a mené campagne pour la laïcité.

Mais ce qui nous importe, c'est la situation qui résulte de cette loi.

De l'avis du Syndicat National des Institu-

(I) - Cité par "Vigilance Laique" de Hte-Savoie.

teurs, le contrôle de l'Etat sur l'enseignement confessionnel est une illusion. Il n'y a déjà pas assez d'inspecteurs pour l'enseignement public et nombre d'instituteurs ne reçoivent leur visite que tous les quatre ans. Mais ce n'est pas cela le plus important. Selon l'article Premier :

" (...) L'Etat assure aux enfants et adolescents dans les établissements publics d'enseignement, la possibilité de recevoir un enseignement conforme à leurs aptitudes dans un égal respect de toutes les croyances.

" (...) Il prend toutes dispositions utiles pour assurer aux élèves de l'enseignement public la liberté des cultes et de l'instruction religieuse (...)"

En revanche :

" (L'enseignement privé) doit être donné dans le respect total de la liberté de conscience..."

Pratiquement, cela signifie que les aumôniers pourront pénétrer dans tous les établissements publics. Quant à la liberté de conscience qui serait respectée dans les établissements privés, on se doute de sa qualité lorsqu'on sait que les exercices religieux y sont faits publiquement et représenteraient une pression permanente sur l'enfant athée qui se serait fourvoyé là ; sans compter naturellement les autres moyens de pression. Tout cela n'est pas sérieux.

Outre qu'il faut noter qu'aucune école confessionnelle n'a demandé "l'intégration" à l'enseignement public, deux cas peuvent se présenter pour que ces gens obtiennent des subsides de l'Etat : Le Contrat d'association et le contrat simple.

Les écoles sous le contrat d'association devront dispenser un enseignement conforme à l'enseignement public et qui pourra même être donné éventuellement par des maîtres publics. Mais on lit dans le texte cette phrase effarante : "Le contrat d'association peut porter sur une partie ou sur la totalité des classes de l'établissement". Ainsi (nous dit l'organe du Syndicat des instituteurs) :

"Rien n'empêche d'imaginer que dans un établissement du Second degré le contrat d'association sera souscrit pour la sixième, quatrième, philo et que les classes de cinquième, troisième, première garderont leur liberté. Une telle alternance d'enseignement contrôlé et d'enseignement imprégné assurera la primauté de ce dernier, d'autant que toutes les activités extérieures au secteur sous contrat et à l'horaire hebdomadaire du secteur sans contrat seront organisées librement par l'établissement qui conserve son caractère propre".

Quant aux écoles sous contrat simple elles toucheront de l'argent en échange seulement du contrôle pédagogique et financier.

Toutes ces choses sont déjà abondamment connues et nous ne les avons rappelées que parce que cette étude ne serait pas complète sans cette analyse.

Ce qui importe aux anarchistes-révolutionnaires, c'est le caractère éminemment réactionnaire et de "classe" de la loi en question. Cela n'est évidemment pas pour étonner, car il n'est pas possible qu'une LOI quelconque (fût-elle votée par une Chambre de "gauche") ne soit autre chose que "réactionnaire". Nous sommes en effet en régime de classes et c'est en fin de compte la bourgeoisie qui tire son profit de la promulgation. A plus forte raison dans la situation actuelle où le Parlement n'a même plus le pouvoir toute loi votée présente un caractère de classe marqué, sans la petite contre-partie qui servait d'alibi aux théories sociales-démocrates pendant la défunte IV°. On a pu remarquer que toute Loi est un compromis qui ne peut, au fond, satisfaire personne. Celle-là n'y échappe pas. Fai-

te spécialement pour céder aux exigences de la bourgeoisie cléricale, elle est déjà combattue par eux qui demandent encore plus. L'anecdote concernant "le port de la soutane" est significative et amusante : L'article IV mentionne :

"Dans les classes faisant l'objet du contrat, l'enseignement/^{est} dispensé selon les règles et programmes de l'enseignement public".

Il y a dans l'enseignement cléricale 20.305 religieuses, 5.060 religieux et 5.907 ecclésiastiques. Et tous ces gens de craindre qu'on les empêche de garder l'uniforme durant la classe! Le journal des A.P.E.L. écrit :

"C'est clair, le crucifix dehors ! Les curés en civil ! Le petit Père Cambes est revenu parmi nous..."

Nous savons certes que l'Eglise ne sera jamais satisfaite, mais nous voulions illustrer ici ce qui est inhérent à toute loi. Jean GRAVE parlait déjà de cette "loi unique, dans le cadre de laquelle doivent s'emboîter tous les intérêts, tous les besoins, toutes les aspirations, quitte à rogner à droite, à gauche, en tête, en queue, de façon que personne n'est satisfait". (Action directe et Parlementarisme).

Théoriquement, les revendications des confessionnels étaient destinées à des fins de "justice sociale". On parlait d'une égalité entre les parents riches et les parents pauvres qui devaient avoir le droit d'user de la même liberté de choix, on parlait des salaires de famine des enseignants "libres". L'argument du "libre choix" des parents pourrait certes avoir une apparence de légitimité. Il est vrai qu'en régime capitaliste toute liberté appartient à celui qui possède déjà la possibilité économique de l'exercer. Je suis ainsi libre de passer dans tous les sens interdits de ma ville natale si je paye

la somme de 9 NF constituant le prix de l'amende et qui est en fait le prix qu'il faut payer pour enfreindre la loi. Nous avons montré dans un récent NOIR et ROUGE que ce "droit des parents" était un abus de pouvoir. Remarquons seulement que c'est au stade éthique et non au stade purement économique que nous sommes obligés de nous placer lorsque nous contestons ce droit "au nom de la libre détermination" de l'enfant. Au reste, l'enseignement "libre" a toujours eu un caractère de classe très marqué. Il y a dans chaque ville des écoles "libres" pour les gens de la "basse classe", et d'autres pour les gens "un peu plus huppés". C'est le prix de pension qui opère la sélection sociale et bon nombre de bourgeois qui se moquent éperdument de la religion ont mis leur fille dans un pensionnat religieux parce qu'on y enseigne à "être bien élevée". Cette discrimination sociale au stade de l'enfance est frappante et n'a jamais existé dans l'enseignement public. C'est pour cette raison qu'il a été prévu plusieurs catégories dans les écoles "libres". On peut penser que les classes "comme il faut" auront le régime du contrat simple et que les écoles plus prolétariennes bénéficieront du contrat "d'association".

Quant aux salaires dérisoires des enseignants "libres", les subsides de la loi Barangé étaient déjà destinés à améliorer leur sort. Il n'en a rien été. Nous savons par de nombreuses prises de position que l'Eglise est partisane des inégalités sociales. Il y a un monde entre le petit curé de campagne qui vit d'aumônes bien souvent et le Cardinal de la Curie romaine. "Ils" s'exploitent entre eux. Il n'y a rien d'étonnant que les instituteurs des écoles de l'Eglise soient soumis à une super-exploitation. Ils s'en accommodent d'ailleurs car pour UN sur cent animé par l'Idéal,

la majorité sont maintenus en tutelle précisément parce qu'ils n'ont pas de diplômes. (On voit pourquoi même la loi actuelle ne satisfait pas les évêques !).

Les travaux de la fameuse commission Lapie ont cité l'exemple suivant (p.90,91,92): Un maître "libre" de Paris ayant douze ans de service et enseignant trente élèves gagne 34.950 Fr (légers) par mois. Sachant que les parents payent 15.000 par trimestre, soit 5.000 Fr par mois, l'école touche 150.000Fr par mois pour les trente élèves. Ces chiffres se passent de commentaire !

Il y a une conséquence de la loi beaucoup plus considérable politiquement autant que du point de vue de l'évolution de la conscience des masses. Il faut savoir comment l'esprit laïque s'est développé au cours des années dans l'esprit du peuple. Echange de vues entre les tendances révolutionnaires au siècle dernier, prise de conscience de la nécessité d'une libération, tout cela a pris naissance autour de l'instituteur de village au moment où il y avait héroïsme à l'être. Il est commun de constater combien est vivace dans certaines contrées rurales les idées de libre pensée et de combat pour la justice. Tout cela est né autour de l'Ecole et ce patrimoine nous est cher, nous qui comptons dans nos rangs des Paul ROBIN et des FERRER ! Encore de nos jours, les nombreuses associations de parents d'élèves ruraux montrent l'intérêt du monde rural à SON école. La loi déclare :

"Les communes peuvent participer aux dépenses des établissements privés qui bénéficient d'un contrat simple". (Art.5)

"Les collectivités locales peuvent faire bénéficier des mesures à caractère social tout enfant sans considération de l'établissement qu'il fréquente".(Art.7)

En clair, cela signifie la fin de l'ECOLE COM-

MUNALE. Dans beaucoup de régions, les cléricaux essaient d'installer leurs écoles. Dans certaines communes où le Conseil Municipal sera réactionnaire, on voit que l'école laïque disparaîtra puisqu'on pourra ainsi la laisser à l'abandon en employant les fonds au profit de l'école cléricale. La situation sera semblable à celle de l'Alsace où un enfant à qui les parents ne voudraient pas imposer d'idées toutes faites ne pourrait pas fréquenter les écoles puisqu'aucune n'est laïque !

Un autre aspect n'a pas été suffisamment souligné, c'est la main-mise réactionnaire sur les jeunes travailleurs, ouvriers, paysans :

Il est connu que l'Eglise cherche surtout --chez les travailleurs-- à influencer les femmes et la vie familiale. C'est un bon moyen pour avoir les hommes et les empêcher de se livrer à des activités "subversives", on s'assure du même coup la main-mise sur les enfants à venir. L'un des moyens d'influencer le monde paysan qui représente la majorité des travailleurs de France (on l'oublie trop souvent !) consiste à influencer les jeunes filles des milieux ruraux. Outre la Jeunesse Agricole Chrétienne, on a créé pour ce faire un grand nombre d'écoles ménagères rurales. Jusqu'ici, les cléricaux manoeuvraient au sein des Conseils d'Administration de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales pour obtenir des subventions. Il faut aussi savoir que les gros propriétaires fonciers de même que les patrons de l'industrie avaient jusqu'à ces derniers temps la possibilité de se faire dégrèver d'impôts en versant des sommes "à une oeuvre de leur choix". Ces écoles spécialisées étaient particulièrement l'objet de leur sollicitude. On voit combien la nouvelle loi d'aide va faciliter les choses.

Sur le plan ouvrier, les mêmes faits

se reproduisent. Nous reproduisons des extraits d'un article paru dans le journal des A.P.E.L. "Famille Educatrice" du mois d'octobre 1959 :

"On sait que la formation professionnelle, de laquelle ne doit pas être absente la formation spirituelle et morale, pose selon nous un problème social. (...) La Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine a parfaitement compris le sens de notre action (...)

"Or cette année, 250 responsables fédérales se sont réunies les 4,5,6 juillet à Paris. Il s'agissait de tirer les conclusions d'une remarquable enquête menée sur toute l'étendue du territoire et traitant des difficultés de la vie scolaire pour les jeunes filles du monde ouvrier et de ses répercussions. Savez-vous -- nous ont-elles dit-- l'insuffisance de la formation professionnelle de la plupart des jeunes ouvrières ? Combien peu nombreuses sont les privilégiées qui ont, au-delà des classes primaires reçu une instruction technique adaptée. (...)

"Et leur question finale : Voulez-vous nous aider ? (...) C'est vers l'Enseignement libre que nous nous tournons naturellement(...)

"En collaboration étroite avec l'Union Nationale de l'Enseignement Technique Privé, les A.P.E.L. ont établi un programme d'action pour les liaisons entre l'enseignement privé et l'industrie en vue de la formation de cadres à la fois compétents et animés d'un idéal de vie (...)" (Sic).

Cette citation se passe de commentaire. On voit que grâce à la nouvelle loi et avec le concours des cléricaux, les gros capitalistes vont pouvoir ouvrir des écoles professionnelles où ils recruteront des cadres animés par les principes de "Rerum Novarum", c'est-à-dire de la collaboration de classes. C'est la plus grave

des conséquences de l'application de la loi antilaïque.

En face de cette situation, que fait la "Gauche" ?

Les partis, de même que les organisations philosophiques diverses sont groupés autour du Comité National d'Action Laïque, qui est constitué par les cinq organisations laïques : Parents d'Elèves, Délégués Cantonaux, Syndicat des Instituteurs, Ligue de l'Enseignement, Fédération de l'Education Nationale. Le Comité a voulu garder le monopole de l'action afin d'éviter tout noyautage politique. Il s'en suit naturellement qu'il est un peu autoritaire et donne des "directives". Les militants laïques divers sont impuissants à donner leur avis sur la valabilité de l'action entreprise et ne doivent que suivre . Il y aurait beaucoup à dire sur cette méthode. Le P.C. aurait préféré un Cartel où il aurait pu être majoritaire grâce à ses nombreuses organisations "bidon". D'autres pensent que les organisations philosophiques non politiques comme la Ligue des Droits de l'Homme ou la Libre Pensée auraient pu être membres de plein droit. Il faut simplement constater deux points --Tout le monde a accepté de se conformer aux "ordres" du C.N.A.L. dans un souci d'Union. --Les cartels sont en général constitués sur le plan local.

Il n'est pas de notre propos d'apporter des critiques à l'activité du Comité National d'Action Laïque. Les militants des G.A.A.R. participent souvent à son action par l'intermédiaire des organisations laïques où ils militent.

Mais ce qui concerne NOIR et ROUGE, c'est l'aspect idéologique du problème :

Tout le monde sait que la Chambre

actuelle est composée d'une majorité réactionnaire grâce à une loi électorale isolant chaque corps électoral à l'arrondissement. La "gauche" a toujours contesté que les élus représentent réellement la volonté populaire. On connaît la vieille querelle des formes de scrutins. "Tel scrutin est plus démocratique que tel autre". Les intentions étaient peut-être louables, mais la querelle ne faisait que montrer combien la démocratie est fragile. La manœuvre gaulliste de 1958 a montré qu'il était possible de retourner complètement une majorité parlementaire uniquement en changeant le mode d'élection ! Jean-Paul SARTRE écrivait en 1946 dans "CALIBAN" qu'aucune majorité d'avant-guerre n'a réellement représenté des électeurs. Le problème de la "gauche" n'est pas nouveau.

C'est pour démontrer que la majorité parlementaire qui a voté la loi ne représente pas le pays que le C.N.A.L. a lancé sa campagne de pétitions. C'est ce qui fit dire à Jacques FAUVET du "Monde" que le C.N.A.L. avait repris la vieille thèse maurassienne du "Pays réel" opposé au "Pays légal". Que disait donc MAURRAS ? On peut lire dans son ouvrage "La Contre-Révolution spontannée" (prologue P.32) :

"Les bonshommes du Front Populaire sentaient que leur état légal était une chose et la réalité française une autre. En dehors du fragile chiffon de papier électoral ou parlementaire, tout les y dépassait, tout les y menaçait. Leur domination, ils s'en aperçurent, était nominale. Au premier geste d'une vraie violence un peu étendue, au moindre essai de bataille civile et, bref, de révolution vraie, ils auraient été pris entre le pouce et l'index, comme des insectes, et écrasés sans pitié par les réactions spontannées de la France. Ainsi l'eut exigé l'inquiétude déjà grondante de la population du pays réel (...)"

Il n'est pas inutile de connaître la pensée de "droite". MAURRAS croyait à une tradition française, un vieil instinct, c'était au fond ce qu'il appelait le "Pays réel". Cet instinct était évidemment conforme à ses conceptions politiques monarchistes. Nous penchons pour douter que cet instinct ait jamais existé. Pour nous, anarchistes, il y aurait plutôt dans l'Humanité une permanence de besoin de révolte et de mieux-être, même dans une certaine "tradition française". Les militants laïques dont nous sommes sont aussi en général persuadés que la LAICITE est une tradition nationale. Beaucoup de militants de "gauche" pensent que le Front Populaire et sa nostalgie correspondent à une aspiration profonde. Tout cela relève au fond de la même pensée :

Chacun reste persuadé que ses propres idées ou conceptions sont le Pays Réel, y échappons-nous ? - Il reste que les "autres", tous les "autres" cherchent leur but à travers le Pouvoir. En ce sens MAURRAS posait bien le problème même s'il était aussi incapable que les autres de le résoudre. Ce sera toujours la hantise des hommes de gouvernement ou des représentants de savoir s'ils représentent réellement les aspirations de leurs mandants. Ce sera aussi la hantise des gouvernés d'être ou de ne pas être trahis par ceux à qui ils ont délégué leur pouvoir. MAURRAS avait la hantise du Front Populaire de 36, il appliquait la théorie à ses adversaires. Mais on a pu l'appliquer avec le même bonheur au régime de Vichy qu'il soutenait. La Résistance s'estimait le Pays réel ! - MAURRAS n'a pas compris qu'on pouvait l'appliquer à tous les pouvoirs, y compris celui dont il était partisan. Nous, anarchistes révolutionnaires, savons que seule une société fédéraliste où chacun exercerait une parcelle de son Pouvoir lui-même, échapperait à ce vice. BAKOUNINE parlait de "l'absolue nécessité de la destruction des Etats ou si l'on veut, de leur ra-

dicale et complète transformation dans ce sens que, cessant d'être puissances centralisées et organisées de haut en bas, soit par la violence, soit par l'autorité d'un principe quelconque, ils se réorganisent (...) de bas en haut, selon les besoins réels(...) par la libre fédération (...)"

C'est bien en effet des "besoins réels" qu'il faut parler et non du Pays réel qui est un faux problème aussi.

La pétition nationale du C.N.A.L. est faite pour exprimer concrètement ce besoin réel. (On peut évidemment discuter de l'efficacité de la méthode, mais c'est celle-ci qui a été choisie. Action directe où es-tu ?).

Ceci dit, on ne voit pas bien pourquoi FORESTIER, secrétaire général du Syndicat des Instituteurs s'est estimé offensé des réflexions de FAUVET et les qualifie d'"accusation toute gratuite". Il écrit dans "L'Ecole Libératrice" :

"Le "Pays légal" reste pour nous l'ensemble du corps électoral, ceux qu'il a choisis pour mandataires, ceux qui ont été désignés pour gouverner. Mais ni les seconds, ni les derniers n'ont le droit, sans le consulter, de trancher à eux seuls d'une question nationale fondamentale. Il leur faut l'avis du premier. La démocratie est à ce prix. La vie politique anglaise est riche d'exemples en la matière. Mais sommes-nous encore en démocratie ?" (E.L. n°15 bis)

Nous voulons bien suivre FORESTIER pour un moment et nous en concluons que la France n'a jamais été en démocratie. Est-il un seul exemple où le corps électoral ait été consulté pour une question fondamentale, en dehors du plébiscite au général DE GAULLE ? A-t-on demandé l'avis des citoyens pour déclarer la guerre en 1939, pour engager la guerre d'Indochine ou celle d'Algérie ? En ce sens,

il n'y a guère de différence entre les différentes défuntes Républiques.

Cette reconnaissance du "Pays légal" et de "ceux qui ont été désignés pour gouverner" est bien étrange dans la bouche d'un syndicaliste. Nous avons parlé plus haut du Pouvoir qui a été donné par Dieu ou l'Eglise et qui est considéré par les gens de "droite" comme le seul légitime. Dans la "gauche" on parle de la "légalité" conférée par le corps électoral à ceux qui gouvernent. N'est-ce pas la même chose ? (Même un maître choisi est un maître).

On nous dira que le jeu de la démocratie exige que les minoritaires cherchent un jour à être majoritaires et que notre action peut très bien se placer toujours dans la "légalité". L'histoire des luttes ouvrières nous montre qu'il y a toujours un moment où la revendication pourrait être "illégal". Nous utilisons, certes, la légalité, mais la proclamer c'est s'exposer à ce qu'un jour les gouvernants soient amenés à déclarer toute opposition illégale. On nous a déjà dit que la pétition du C.N.A.L. l'était (illégal) puisqu'elle est dirigée contre une loi votée à une écrasante majorité par une assemblée élue !. Toute l'argumentation du C.N.A.L. et du S.N.I. repose sur la démonstration de l'illégalité de la loi antilaïque, ainsi que nous l'avons vu à propos de la plainte portée au Conseil Constitutionnel par Georges LAURE au nom de la Fédération de l'Education Nationale. (On savait que la constitution gaulliste ne permettait pas un tel recours : alors ?).

La loi du 18 mai 1946 précisait, en effet, dans son article II :

"Le Conseil supérieur de l'Education Nationale est obligatoirement consulté et donne un avis sur toutes questions d'intérêt national concernant l'enseignement

et l'éducation (...)" .
Cette "illégalité" n'a pas gêné le gouvernement. On pense à Louis XIV qui disait : "C'est légal parce que je le veux !". C'est lui qui avait raison. Toute cette querelle sur la légalité et l'illégalité est parfaitement oiseuse. Ou bien rappelons la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 qui rend "légale" toute résistance à l'oppression !

Les récents événements nous ont montré que la "droite" se soucie fort peu de ces considérations. Elle tendrait plutôt à mettre à profit les tactiques révolutionnaires qui avaient été prônées par nos aînés. Quant à la classe ouvrière et au peuple en général, l'argument légalitaire a très peu de poids sur lui. Cette "gauche" française est vraiment curieuse : Elle a combattu avec juste raison une constitution autoritaire. Alors que les protagonistes de cette constitution montrent qu'ils s'en moquent, c'est elle qui la défend.

Nous avons maintes fois montré dans ces pages, l'incapacité pour la "gauche" française de sortir du cadre du régime. L'avènement d'un régime autoritaire et d'un parlement "crou pion" a laissé sans armes ceux qui n'envisageaient que le combat par la voie parlementaire et réformiste. Il est curieux de constater qu'à part quelques exceptions : Mendès-France ou Sauvy par exemple, peu d'hommes de "gauche" se posent la question des moyens d'action. Les complexes de FORESTIER vis à vis de MAURRAS et son besoin de se justifier des "accusations" (c'était un bien grand mot !) de FAUVET ne sont qu'une illustration de cette situation. A l'heure où j'écris ces lignes, on ne sait ce que donnera la "Pétition Nationale" Ne sera-t-on pas obligé tôt ou tard d'employer des moyens d'action directe ?

Il nous appartient de dire que ces questions posées par l'action "gauchiste" ne sont pas mauvaises en soi. La question laïque aura été un élément déterminant dans l'évolution de la prise de conscience populaire : On s'en rendra compte dans quelques années; En attendant, elle pourrait bien creuser le tombeau de la V^o République.

C'est un fait que la guerre d'Algérie n'a pas réussi à indigner les masses de ce pays. Seule l'action laïque est encore capable de réunir des milliers de personnes "descendues dans la rue". La poussée populaire et l'intérêt du public sur cette question a été si grand que les dirigeants S.F.I.O. et F.O. ont dû bon gré malgré "marcher avec les communistes". En ce sens, l'apolitisme du C.N.A.L. a semblé un compromis utile aux éternels complexés vis à vis du P.C. L'union a donc été faite et nombre de militants laïques se rendent compte qu'il n'est pas sérieux d'envisager une action valable sans le concours des masses contrôlées par le P.C.

Cette "union" formée dans les assemblées locales a fait se cotoyer les militants des diverses organisations. Des questions d'ordre éthique ont été évoquées dans les meetings pour la première fois depuis bien des décades (seule la Libre Pensée les abordait jusqu'alors). Ainsi les dirigeants du P.C. n'ont pas été plus à l'aise que ceux du Parti Socialiste - (On voit pourquoi ils tenaient tant à la création de cartels qui ne mettent en rapport que les dirigeants et jamais la "base"). Enfin, le Grand Orient a stoppé son "coup de barre à droite" et a engagé ses adeptes à fond dans la bataille.

Il reste que tous les problèmes se recourent et que la lutte laïque ne peut être séparée du combat social. C'est précisément sur cette compartimentation des problèmes que jouent encore les "bonzes" : Il n'est

pas de bon ton de parler de la guerre d'Algérie dans les assemblées laïques, on ne doit pas parler de laïcité dans les réunions pour la Paix en Algérie et on a vu des dirigeants s'opposer à ce qu'on parle de ces deux questions dans les réunions antifascistes. On ne pourra le faire longtemps : La Ligue des Droits de l'Homme et la Libre Pensée ne le font pas et elles groupent souvent les militants les plus conscients de la "gauche".

La lutte laïque engagée ne prétend pas seulement à un but négatif. FORESTIER écrit dans la même "Ecole Libératrice" :

"(...) tous les laïques, tous les républicains résisteront pour que le pays, la nation et l'Etat soient replacés dans la tradition de leur histoire et imposeront alors, en la matière, la seule solution désormais possible : la nationalisation de l'enseignement".

On pourrait beaucoup épiloguer sur ce terme de "nationalisation". Mais l'école publique, nous le savons, qui était au départ l'école nationale, c'est-à-dire l'école de l'Etat, a vu se développer dans son sein, grâce à beaucoup des nôtres, les idées de laïcisme que nous lui connaissons de nos jours. Nous l'avons déjà écrit et Ferdinand BUISSON l'avait dit bien avant nous : la véritable laïcité est aussi indépendante de l'Etat que de l'Eglise. Il ne s'agit pas de remettre en question ce principe et l'Etat joue un rôle à l'école parce que nous sommes obligés de la faire vivre dans le régime. Toutes les tendances de la "gauche" sont d'accord sur ces principes. C'est pourquoi le projet du Comité National d'Action Laïque a bien spécifié qu'il opposait "nationalisation" à "étatisation". Nous sommes loin ici de la conception commune accordée au terme et le mot "nationalisation" est employé dans le sens "pro-

priété de la Nation". La Nation, pour les laïques c'est le "peuple" dans le sens donné à ce mot par 1789.

Remarquons qu'il s'agit d'un projet de loi. Il ne peut en être autrement. Outre qu'il faudra savoir si cette loi posséderait les défauts inhérents à chaque loi, dont nous parlions plus haut, il restera les moyens à employer pour la faire promulguer : Nous y reviendrons après l'avoir analyser. Le préambule déclare :

"Tout enfant vivant sur le territoire de la République a droit, sans distinction de sexe, de race, de croyance, d'opinion ou de fortune, à une éducation qui assure le plein développement de ses aptitudes intellectuelles, artistiques, morales et physiques, ainsi que sa formation civique et professionnelle".

Ainsi est reconnu "de jure" le droit de l'enfant. On parle ensuite de l'organisation "du service public dispensant cette éducation".

Il est nécessaire de citer la plus grande partie de l'article intitulé "Premier Principe" :

"La fréquentation scolaire est obligatoire de six à dix-huit ans. L'enseignement obligatoire est donné **EXCLUSIVEMENT** par un service public géré, sous l'autorité du ministre de l'Education Nationale, par des conseils composés par tiers de représentants de l'administration de l'Education Nationale, du corps enseignant et des parents d'élèves. Ces conseils fonctionnent à chaque échelon administratif".(...)

"(...) Avant et après la scolarité obligatoire, l'Etat organise un service public de l'enseignement géré dans les mêmes conditions.

Les étudiants sont associés à la gestion de l'enseignement supérieur (...)

Le texte envisage l'intégration dans l'enseignement public des maîtres "privés" qui possèdent les diplômes nécessaires et qui en feront la demande. Il est prévu une prise de possession des locaux de l'enseignement "libre" "dans la mesure des besoins", particulièrement de l'enseignement technique privé. Les patrons devront payer pour cet enseignement. Aucun établissement privé ne pourra recevoir de subvention. Enfin la loi aurait effet sur tout le territoire y compris l'Alsace et la Lorraine.

Voilà l'essentiel. Le lecteur remarquera que le projet consacre pratiquement la disparition à brève échéance de l'enseignement confessionnel et de l'enseignement de "classe" (enseignement technique privé). Il reste l'aspect positif de la loi : Le principe de la gestion de l'école par les enseignants et les parents d'élèves. Le projet ayant été rédigé par le C.N.A.L. qui comprend le Syndicat des Instituteurs, la Fédération de l'Education Nationale et les Parents d'Elèves, cela signifie que les travailleurs de l'enseignement et les usagers disent à l'Etat : Nous sommes capables de gérer nous-mêmes nos écoles, confiez-nous cette gestion !

Dans un article récent, nous estimions que les enseignants sont les rares travailleurs capables de prendre immédiatement en main leur outil de travail. Une proposition de gestion faite à l'Etat par des organisations syndicales est sans précédent en France. Elle prouve la grande maturité des syndicats de l'enseignement en France, de même qu'une prise de conscience des parents. Est surtout intéressant, le fait que les idées de gestion directe par les travailleurs producteurs sont restées vivaces au sein du S.N.I. qui n'a pas (comme d'autres syndicats) accepté de se lais-

ser diviser par le jeu des politiciens. Toutes les organisations, partis et syndicats qui soutiennent le C.N.A.L. ont accepté le projet. Ainsi, dans l'action de tous les jours avec les militants de base, il sera possible de discuter, de développer le principe de la gestion par les producteurs et les usagers. C'est la possibilité de vulgariser les principes du Communisme Libertaire auprès d'une large masse. Nos idées font leur chemin sans nous !

On nous objectera qu'il s'agit d'une loi dans le régime, en quelque sorte d'une participation. Même si cela apporte la réalisation d'une partie de nos conceptions, il reste que nous avons affaire ici à une sorte de néo-réformisme. L'adhésion des partis politiques fera qu'ils inscriront la loi laïque dans leur prochain programme électoral nous ferons du parlementarisme : Irons-nous voter alors ?

Ce n'est pas un mince problème pour les anarchistes. Nous avons volontairement donné un côté schématique à ces objections. Expliquons-nous plus à fond :

Nous ne pensons pas et n'avons jamais pensé que l'Anarchisme est un ensemble de théories figées. Tout en proclamant la justesse de certains principes anti-autoritaires immuables jusqu'à ce jour, nous soutenons et défendons l'Anarchisme parce que l'analyse des faits et de l'évolution de la société nous confirme que ses principes sont "actuels" et sont les seuls capables de répondre aux inquiétudes de ce temps dans le sens de l'évolution humaine. C'est-à-dire que loin d'être une foi, notre anarchisme est basé sur le raisonnement matérialiste.

Nous devons donc, en la matière, savoir si la "nationalisation" proposée est utile à l'évolution de l'humanité, de la classe ouvrière, en un mot, si elle place OBJECTIVE-

MENT dans le sens de la Révolution.

Comme le croit un certain "romantisme" anarchiste, le Communisme ne sera pas réalisé par un simple coup de baguette magique. Il faudra à la Révolution un certain nombre de conditions objectives.

La nationalisation de l'enseignement telle qu'elle est définie apporterait au sein du régime actuel la reconnaissance d'un principe éthique qui est pour nous fondamental : le droit de l'enfant. Si l'enfant ne doit dépendre ni de sa famille, ni de l'Etat, ni d'une église, ni d'un parti et que cela est reconnu par tous (peu importe pour quel mobile particulier), il serait bien illogique que l'on en vienne pas à reconnaître un jour le même droit aux hommes et aux femmes adultes parce que les idées lancées ne s'arrêtent jamais...

Nous assistons ici au phénomène tant de fois décrit par nos grands penseurs : "Extérieurement, rien ne semble changé, la forme sociale est restée la même, les vieilles institutions sont debout mais il s'est produit dans les régions de l'être collectif une fermentation, en sorte que la forme extérieure n'est plus l'expression vraie de la situation. Au bout d'un certain temps, la contradiction devenant toujours plus sensible entre les institutions sociales qui se sont maintenues et les besoins nouveaux, un conflit est inévitable (...)"

(James GUILLAUME : "Idées sur l'Organisation Sociale" plusieurs fois cité.)

Parce que le peuple français y est sensible, la LAICITE est propre à susciter ce travail souterrain d'évolution : prélude à la Révolution.

Dans le sein du régime, une ges-

tion directe serait possible ! Nous remarquons qu'il y a l'Etat. Que ses représentants auront voix au chapitre. Il n'aura dans le "conseil" créé que le tiers des voix et sera donc toujours minoritaire. C'est un coin sérieux enfoncé dans le principe théorique de l'école nationale. Et puis, l'Etat en la matière c'est surtout la contribution financière des contribuables.

Il saute aux yeux une comparaison élémentaire : Il peut sembler étrange de condamner "Capital-Travail" et toutes les formes de collaboration de classes et approuver une mesure qui consacrerait une "collaboration" théorique entre l'Etat (force ultime d'exploitation selon nous) et un syndicat de travailleurs. Il peut sembler étrange qu'après l'échec des Comités d'Entreprise, il soit possible de préconiser une gestion en apparence basée sur le même principe.

Nous avons dit en apparence. Nous y insistons. La participation des syndicats aux entreprises préconisée par Capital-Travail ne leur donne que la portion congrue des bénéfices dans le but d'empêcher la lutte revendicative.

La participation aux Comités d'Entreprise est liquéfiant pour autant qu'elle donne à la classe ouvrière une illusion de gestion, alors que sa présence n'est qu'une caution à l'exploitation.

L'ECOLE n'est pas une entreprise d'exploitation, elle existerait dans un régime socialiste. Au reste, quel est le Comité d'Entreprise où le patronat serait en minorité ?

Nous ne serions pas complets si nous ne disions pas que le projet du C.N.A.E. nous a paru présenter certaines analogies avec les principes exposés par les syndicalistes révolutionnaires suédois de la S.A.C. qui proposèrent à l'Etat la gestion d'un secteur natio-

nalisé : principes qui suscitèrent des polémiques au sein du mouvement anarchiste international et qui aboutirent à l'exclusion de la S.A.C. du sein de l'Association Internationale des Travailleurs. Le sujet n'est pas nouveau. Il y a bien des années que certains de nos camarades et certains sociaux-démocrates pensaient conquérir la société et faire effondrer le régime en développant des initiatives de gestion directe. Ils échouèrent tous, parce qu'ils s'attaquaient à des entreprises obligées pour fonctionner d'être bénéficiaires c'est-à-dire de s'intégrer plus ou moins dans le régime économique : il aurait fallu créer le circuit complet : Producteur-Consommateur. Ce fut toujours irréalisable, faute de moyens financiers et parce que le Capital se défendait. Nos camarades de la S.A.C. se sont aussi attaqués à des entreprises dépendant du régime du profit. (I)

Vouloir gérer l'Ecole, c'est bien autre chose ! C'est donner à la classe ouvrière un contrôle sur l'éducation de ses enfants. Supprimer de l'enseignement les influences de "classe" et les idées de l'Etat. Raison suffisante pour que les anarchistes soutiennent le projet.

Parviendrons-nous au résultat par le parlementarisme ou par l'action directe est la seule question en suspens :

Ce serait du sentimentalisme mal placé que de combattre le principe sous prétexte que les partis/soutiendraient pour redorer leur blason. Dans l'Etat de la Constitution gaulliste, il semble bien que c'est surtout une action revendicative qui obtien-

(I) Nous rappelons que nous avons déjà soulevé cette question, dans un article intitulé "Vers la gestion ouvrière", qui était une réponse à la SAC, paru dans le N°2 de NR.

dra un résultat. Nous déplorons l'incapacité de la "gauche" de sortir de l'action "lé-gale" ? En voilà peut-être l'occasion.

C'est la prise de conscience révo-lutionnaire qui y gagnera.

GUY GERMINAL.

VIOLENCE
RÉVOLUTION
ORGANISATION
(SUITE)

L'article paru dans notre dernier numéro a provoqué l'envoi d'une lettre du camarade PREVOTEL, de la FAF. Nous publions celle-ci, suivie de notre réponse.

"NOTES SUR LA VIOLENCE"

ou "LA VIE D'UN HOMME PREND FIN A SA MORT"

--S'interroger sur la violence n'est pas poser un faux problème aux anarchistes. Entre les deux extrêmes que sont la mise à mort d'une part et la non-violence intégrale d'autre part, il existe une infinité de voies. Il s'agit pour nous de déterminer jusqu'à quel degré de violence nous pouvons aller sans risquer de nous éloigner du but vers lequel nous voulons tendre. Entendons-nous bien : il n'est pas question de minuter

une insurrection, de prévoir avec une règle à calcul les modalités d'un soulèvement populaire, mais surtout de savoir, tout en prenant part à la lutte, si nous marquons les événements de notre empreinte ou si nous nous laissons pousser par eux. A partir d'un certain degré de violence une révolution victorieuse sera pour nous une bataille perdue, une de plus. Ce n'est tout de même pas une masturbation intellectuelle que de se demander où nous allons mettre les pieds. Peut-être un peu pour nous, individus, mais surtout pour le but que nous poursuivons. C'est en oubliant pourquoi on combat au milieu de l'enthousiasme du combat qu'on obtient des succès apparents qui ne servent à rien, bien qu'ils coûtent la vie de nombreux militants.

- Le mythe de la destruction totale pour pouvoir repartir à zéro est justement une vue d'intellectuel prêt à tout sacrifier pour faire triompher une théorie... même la théorie du non-sacrifice.
- Prendre conscience de cette lapalissade :
"Quand on est mort pour un idéal, on ne peut plus le défendre". On peut rétorquer : "Si on refuse de donner sa vie c'est qu'on est pas tellement sûr de la justesse de son idéal". Il est exact que devant ce dilemme la seule preuve véritable de la sincérité soit la plus stupide... à moins que cet idéal soit l'amour de la vie.
- La révolution n'est pas un but, mais un moyen. le moyen que nous croyons être le meilleur pour atteindre notre but qui est de permettre aux humains de jouir de la vie et d'en avoir conscience. C'est pour cela que toutes les méthodes qui ont pour dénominateur commun : "On ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs", doivent

être maniées avec la plus grande prudence.

--Il s'agit de refuser de combattre tout à fait sur le terrain de l'adversaire. Notre action doit être un lien entre l'état actuel que nous combattons et l'état futur pour lequel nous combattons. Si nous continuons à vouloir combattre uniquement avec les armes de nos adversaires, même si nous sommes vainqueurs matériellement nous resterons enlisés, prisonniers de notre manque de discernement. Pour reprendre quelques expressions de JACQUES, il s'agit de savoir "tenir en échec le déploiement de la force brute", de ne pas se laisser prendre "aux subterfuges du temps et des circonstances" car lorsqu'on prétend que "la violence révolutionnaire est directement proportionnelle au degré d'autorité d'un Etat" (ce qui a été le plus souvent vrai jusqu'à nos jours) on avoue qu'elle est circonstancielle et non pas théoriquement nécessaire.

--Nous ne pouvons être partisans que d'une révolution par les hommes et pour les hommes et non par des mystiques pour construire une société mystique.

--Il est exact que la terreur jacobine de 1794 n'a pas fait plus de victimes, en plusieurs mois, que la répression de la commune de Paris par les Versaillais, en une semaine.

Il est exact que les règlements de compte de l'été 1944 ont fait énormément moins de victimes que les camps de concentration nazis. Pourtant le même de onze ans que j'étais à cette époque a gardé un très mauvais souvenir des femmes tondues, trimballées sur les places publiques. De tels parallèles ne sont-ils pas une dérision ? Je n'ai pourtant pas peur d'avouer que si je me trouve un jour dans des circonstances comparables, du côté des vain-

queurs, mon réflexe sera de prendre une mitrailleuse et de tirer dans le tas (si la violence me préoccupe, c'est aussi un peu parce que je suis violent par tempérament). Je ne le ferai certainement pas parce que je sais déjà, et j'espère ne jamais l'oublier, que lorsqu'on mitraille une foule stupide ce sont ensuite des hommes morts individuellement qu'on ramasse.

--Peut-on affirmer que nous sommes, nous anarchistes, dans notre grande majorité, collectivistes au point de vue économique et individualistes au point de vue moral ? Si oui, nous devons nous préoccuper de trouver des méthodes tactiques qui, à tous moments, quelles que soient les circonstances extérieures, tiennent compte de ces deux aspects apparemment contradictoires et qui font notre originalité.

--Même si les anarchistes chrétiens ont répandu parmi nous des idées de non-violence tirées d'une certaine interprétation du christianisme, il n'empêche qu'un athée puisse ne pas envisager d'un cœur réjoui la suppression d'un vivant. Un croyant sincère qui tue peut être persuadé de laisser une chance à l'être dont il détruit l'enveloppe physique, puisqu'il croit à l'immortalité de l'âme. Un athée, au contraire, est persuadé qu'il met un point final à une vie. Se retrancher derrière le fait que nos adversaires (dans ce cas "nos ennemis") sont le plus souvent des bourreaux n'est-ce pas un peu refuser de voir les choses en face ?

--A propos du fameux slogan : "Vivre libre ou mourir !", que vaut-il mieux : vivre esclave consciemment, car on conserve l'espoir de redevenir libre un jour, ou se faire tuer ce qui supprime automatiquement tout espoir de liberté ? Il est à peu près certain que les deux solutions extrêmes ne sont pas bonnes. Il nous faut donc cher-

cher une ou plusieurs voies les moins mauvaises qui n'aboutissent pas sur un des deux écueils.

- Il est exact que les problèmes posés par la vie en société sont complexes et qu'un excès dans l'analyse peut faire perdre de vue le principal. Mais le principal n'est-il pas que notre pensée et notre action rendent compte de cette complexité sous peine que l'une soit très incomplète, l'autre sporadique et que toutes deux ne parviennent pas à avoir prise sur les événements ?
- Dès qu'on se réfère aux "grands principes de la nature" une sirène devrait sonner ou des pancartes devraient jaillir portant les mots : "Attention ! Danger de pétition de principe!" Exemple : "le grand principe" de la lutte pour la vie (DARWIN) opposé au non moins "grand principe" de l'entraide (KROPOTKINE). Et surtout ne pas oublier que l'homme a justement la faculté (même s'il n'en profite pas assez) de s'accommoder plus ou moins de ces "grands principes".
- Une des différences les plus importantes entre les socialistes (ou communistes) autoritaires et les socialistes (ou communistes) libertaires n'est-elle pas que les socialistes autoritaires ont choisi de fabriquer l'homme de leurs rêves malgré le matériel humain actuel alors que les socialistes libertaires ne peuvent pas choisir autre chose que de fabriquer l'homme de leurs rêves par le matériel humain actuel ?

R E P O N S E

"Entre les deux extrêmes que sont la mise à mort et la non-violence intégrale, il existe une infinité de voies".

Il était préférable de situer le problème dans le cadre du titre-programme ; ceci en opposition à une étude de la violence entendue comme phénomène isolé ; sous peine de sombrer dans une forme d'analyse --parfois utile-- mais où trop souvent l'on s'égaire dans une forme de spéculation byzantine "anar", bien connue.

Il est évident qu'il s'agit, moralement, de déterminer jusqu'à quel degré de violence nous pouvons aller, sans risquer de nous éloigner du but --les moyens annonçant la fin-- et en fait, échapper à l'engrenage de la force brute déchaînée et incontrôlable. C'est dire qu'il existe des voies, c'est-à-dire des méthodes de lutte à préciser et des mises au point à faire.

Bien se pénétrer que tout problème possède une solution. Sinon il est à reposer en essayant de résoudre déjà les contradictions que ses données peuvent contenir.

J'aurais dû préciser davantage que la violence n'est pas uniquement la mise à mort.

"Donner sa vie à un idéal n'est pas la sacrifier mortellement.

La lapalissade citée est une idiotie : pour certaines gens, il y a des morts qui se portent très bien (héros, martyrs et autres décédés symboliques ; à l'extrême, Dieu est mort, paraît-il !).

Je ne pense pas qu'il doive y avoir un dilemme --tout me paraît pouvoir ou devoir se résoudre ici. Dès l'instant où l'on donne sa vie à un idéal, il ne s'agit pas de lui

donner sa mort. Pour cela il est nécessaire d'étudier et de combattre avec méthode et discernement. Là commence le sens précis de la vie d'un véritable militant.

Ce qu'il faut ce sont des hommes résolus et lucides, qui ne se laissent enfermer ni chez eux, ni dans les prisons, ni dans la mort, et qui savent s'organiser pour la lutte. (On pourrait ajouter : ni dans les dilemmes, ni dans les contradictions --fausses la plupart-- issues du capital ou de la religion. Résolutions possibles par le dépassement cohérent ou la destruction, mais non par l'accoutumance, l'hypocrisie devenue habitude, la sublimation, la transcendance, etc. --Mise en cause et affrontement, sur ce terrain, pourraient être les termes de cette volonté).

Quel que soit le degré de conscience que notre propagande réussira à donner à un peuple, il restera toujours une partie de ce peuple qui ne voudra ou ne pourra pas admettre nos perspectives.

Pour ceux-là, il est indéniable que nous leur ferons violence, c'est-à-dire, pour le moins, que nous leur imposerons pratiquement un milieu nouveau qui ne conviendra plus à leur entendement.

Cela est une violence comme de nos jours est une violence la politique, l'économie et la morale que les régimes actuels font subir à certains. Dans la mesure évidemment où ils ont conscience de leurs aliénations sur ces trois plans.

Et il y a également l'accommodement --comme chez les borgnes ; et l'on sait que chez les aveugles ceux-ci sont rois...

Mais ces violences paraissent généralement mineures dans ce genre de débat.

On pense plus particulièrement à la mise à mort de l'adversaire. Et c'est là la source notable du scrupule anarchiste.

Certes chacun sait parmi nous, que tout doit tendre à nous retenir de tuer. S'il existe un seul sens du sacré (athée), (il en est d'autres), c'est bien celui du respect de la vie. Cependant on doit s'entendre. Toute tendance révolutionnaire est et sera toujours minoritaire. Droite ou Gauche.

Le problème se posera toujours dans le cadre étroit d'une lutte de minorités contre minorités. Le reste, la majorité, se meut suivant son degré de conscience ou d'inconscience, poussée par les besoins ou les nécessités. Le problème se réduit donc (mais pas seulement ; il faut augmenter la prise de conscience) à l'extinction de la minorité adverse. Le scrupule doit cesser ici.

Notre adversaire n'est après tout représenté que par quelques têtes délirantes, reposant sur un corps plus ou moins vaste. Ces têtes --coupées-- sont difficilement remplaçables. L'Histoire nous l'apprend de même que la psychologie du chef, la sociologie de droite, etc...

L'ennemi est en quête d'un homme capable de la diriger. Sans cette tête il est inerte-- simple moelle épinière.

C'est son point faible --et sa force brute. Et c'est ici qu'il faut apprendre à frapper-- sans réticence. Ce qui implique encore une fois un mouvement d'hommes résolus, lucides et organisés. On voit mal des individualités agir sur ce terrain au gré de leurs humeurs ou fantaisies.

"Lorsqu'on mitraille une foule stupide, ce sont ensuite des hommes morts individuellement qu'on ramasse".

Il y a donc une lutte à mener con-

tre la stupidité --Par l'enseignement et la propagande.

D'ailleurs, il est peu probable qu'on ait un jour à mitrailler une foule. Plûtôt des hommes en armes qui auront choisi de défendre leurs intérêts de caste, ou des imbéciles, héros ou fanatiques qui auront déjà choisi la mort ; de ces gens qui ne discutent pas et tirent à bout portant contre tout individu dont la saine réflexion représente pour eux l'intellectuel à abattre avant de discuter.

Avec ces gens là on ne peut admettre aucune forme de non-violence ou de tolérance. Utiliser le seul langage qu'ils comprennent.

Pour terminer, en ce qui concerne la violence comme phénomène isolé, c'est --il faut le répéter-- un faux problème anarchiste. Le véritable problème ne peut trouver de solution utile et morale que s'il est considéré dans la perspective de l'action révolutionnaire --particulièrement dans sa phase insurrectionnelle.

Dans cette perspective il faut souligner que l'on ne peut assimiler l'exécution révolutionnaire à l'assassinat légal ou non : pas plus d'ailleurs les mesures de défense de la révolution avec la coercition destinée à imposer aux masses une conception qu'elles réprouvent.

JACQUES.

LE PARTI REVOLUTIONNAIRE ET
LA SPONTANEITE DES MASSES

ou

LES CONTRADICTIONS DE TROTSKY DANS
L'"HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE"

Plus qu'un écrit théorique, L'Histoire de la Révolution russe "peut éclairer la question fondamentale du rôle d'un parti révolutionnaire, et, plus profondément, celle de la nécessité, de l'inutilité ou de la nocivité d'un tel parti. Certes TROTSKY ne se contente pas de rapporter des faits; son récit est souvent interrompu par des réflexions qui constituent, parfois, la matière de tout un chapitre; mais il y a, semble-t-il, rupture entre le récit et le commentaire.

Afin d'éviter des méprises, nous devons prévenir que nous ne cherchons nullement ici, à critiquer le récit de TROTSKY, en tant que livre d'histoire. Notre étude ne comporte donc aucune confrontation du texte de Trotsky avec d'autres récits nous n'avons pas, non plus, à nous référer aux travaux des historiens (professionnels ou non) concernant cette période. Notre recherche se situe sur un autre plan : celui des contradictions entre les événements rapportés par TROTSKY et la théorie qu'il en fait.

TROTSKY ne met pas en doute l'utili-

té d'un parti révolutionnaire, mais il apporte des informations qui mettent en question non seulement le rôle du parti révolutionnaire. TROTSKY insiste tantôt sur l'inadéquation du parti à sa tâche, tantôt sur l'incapacité des masses à se diriger, si bien que l'on peut se demander si la "dialectique" entre parti et masses n'est pas un simple mot qui dissimule mal une confusion essentielle.

I. LE "RETARD" DU "PARTI D'AVANT-GARDE".

"Les soviets se laissaient devancer par les comités d'usines. Les comités d'usines - par les masses (...) Sur la dynamique révolutionnaire retardait aussi le parti, c'est-à-dire l'organisation qui, moins que tout autre, a le droit de se laisser devancer, surtout en temps de révolution (...) Le parti le plus révolutionnaire qu'ait connu jusqu'à ce jour l'histoire humaine fut néanmoins pris à l'improviste par les événements de la révolution. Il se reconstituait sous le feu et s'alignait sous la poussée des événements. Les masses se trouvèrent, au moment du tournant, "cent fois" plus à gauche que le parti d'extrême gauche". ("Histoire de la Révolution russe"-Tome I, p.394. Nouvelle édition française, en 2 volumes. Le Seuil.)

Il ne s'agit pas là d'une appréciation personnelle de TROTSKY :

"Il faut le dire nettement --écrivait, voici quelques années, MOLOTOV-- le parti n'avait pas les vues claires et la décision qu'exigeait le moment révolutionnaire". (HRR. II,448)

Certains diront maintenant : MOLOTOV s'est souvent trompé ! Mais le jugement de LENINE que TROTSKY ne se lasse pas de rapporter n'est pas différent :

"LENINE a répété plus d'une fois que les masses sont infiniment plus à gauche que le parti, de même que le parti est plus à gauche que son Comité central". (HRR. II, 568)

"LENINE avait dit plus d'une fois que les masses sont plus à gauche que le parti. Il savait que le parti est plus à gauche que son sommet (...) LENINE ne fait pas confiance au Comité central... sans LENINE". (HRR. II, 439)

Sans doute l'important est-il de savoir si les faits corroborent ces appréciations sévères. Qu'on ^{en} juge :

"Environ dix mille ouvriers s'assemblèrent devant les locaux de l'administration. Acclamés, les mitrailleurs racontèrent qu'ils avaient reçu l'ordre de partir, le 4 juillet, pour le front mais qu'ils avaient résolu "de marcher non du côté du front allemand, contre le prolétariat allemand, mais bien contre leurs propres ministres capitalistes". L'état des esprits monta. "En avant !" crièrent les ouvriers. Le secrétaire du comité d'usine, un bolchévik, faisait des objections, proposant de demander l'avis du parti. Protestations de toutes parts : "A bas ! vous voulez encore traîner l'affaire en longueur ! On ne peut pas continuer à vivre comme ça !" Vers six heures arrivèrent des représentants du Comité exécutif, mais ils réussirent encore moins à influencer les ouvriers". (HRR. II, 27).

Ainsi, non seulement le parti bolchévik est en retard, mais, par surcroît, son action est inefficace. En effet, TROTSKY ajoute :

"C'est ainsi que les bolchéviks étaient saisis et entraînés dans le mouvement tout en cherchant à justifier leurs ac-

"tès qui allaient à l'encontre de la décision officielle du parti". (HRR. II, 28)
"Le Comité exécutif (des bolchéviks) adressa aux ouvriers et aux soldats un manifeste : "Des inconnus ... vous appellent à descendre en armes dans la rue, certifiant par là que l'appel ne provenait d'aucun des partis soviétiques. Mais, --commente TROTSKY--, les Comités centraux... proposaient, tandis que les masses disposaient". (HRR. II, 31).

En effet, voici la suite :

"Des bolchéviks populaires, NEVSKY, LACHEVITCH, PODVOISKY, essayèrent, du haut du balcon, de déterminer les régiments à rentrer chez eux. On leur répondait d'en dessous : "A bas !". Que faire ? Les membres du Comité de Pétrograd... les représentants des régiments et des usines décident ceci : reviser la question, mettre fin à des tiraillements stériles, diriger le mouvement qui s'est déclenché". (HRR. II, 31)

Enregistrons d'abord l'aveu : le mouvement s'est déclenché. Dans ces conditions, il faut avoir un goût tenace pour le rôle de "dirigeant" pour parler encore de direction. Un mouvement peut-il se déclencher sans avoir de direction ? sans aller nulle part ? En fait, ce jour là, les masses prennent la direction opposée à celle voulue par les "dirigeants"; les "dirigeants" lancent des appels qui ne sont pas écoutés, alors ces "dirigeants" ont peur, ils emboîtent le pas sans cesser de croire qu'ils sont des dirigeants. La fiction est poussée jusqu'au bout par TROTSKY qui ajoute :

"Les membres du Comité central qui sont présents sanctionnent la modification de tactique" (HRR. II, 31)

comme s'ils avaient eu réellement la possibilité de ne pas "sanctionner" (les choses se

passeront autrement, en 1921, quand les dirigeants disposeront de forces capables d'écraser les marins de Kronstadt.) et comme s'il ne s'agissait que d'un petit détail de "tactique". KAMENEV reconnaît plus franchement la réalité:

"A la tribune, se lève KAMENEV : "Nous n'avons pas appelé à une manifestation, dit-il, mais les masses populaires sont sorties elles-mêmes."

(si on ne veut pas reconnaître la "spontanéité", il faudra avoir recours à des "agitateurs inconnus"; inconnus de qui ?)

"Et, --continue KAMENEV-- du moment que les masses sont sorties, notre place est au milieu d'elles... Notre tâche maintenant, est de donner au mouvement un caractère organisé". (HRR. II, 34)

Il ne s'agit plus de diriger, les "dirigeants" ne sont plus cause finale ; ils sont réduits au rôle de cause instrumentale. Et ce rôle d'organiseurs, le tiennent-ils, au moins ? Voici comment :

"L'appel du Comité central pour arrêter la manifestation est échoppé ; mais il est trop tard pour le remplacer par un nouveau texte". (HRR. II, 39).

La "PRAVDA" paraît avec une page blanche. Ah! la belle organisation ! Cette défaillance du parti aura sans doute des conséquences désastreuses ? TROTSKY poursuit :

"Interdite par le gouvernement (...) la manifestation eut un caractère grandiose ; dans la deuxième journée, elle ne compta pas moins de cinq cent mille personnes". (HRR. II, 68)

TROTSKY précise bien qu'à l'époque il n'y avait personne pour contester :

"que le mouvement ait commencé d'en bas, indépendamment des bolchéviks, dans une certaine mesure contre eux". (HRR. II, 68)

D'ailleurs, en ce temps-là, TROTSKY avait déclaré, dans un discours :

"On nous accuse de créer l'opinion des masses ; ce n'est pas vrai, nous tendons seulement de la formuler". (HRR. II, 69)
Il n'est plus question de "direction", ni même "d'organisation", mais "d'expression" ; les dirigeants sont devenus des speakers.

--Il n'est pas capital --dans l'optique de cette étude-- que les journées de juillet aient finalement abouti à un échec. Les "succès" de février et d'octobre --TROTSKY le reconnaît-- ne sont pas le fait de l'appareil du parti : en février, les dirigeants dormaient et pourtant le Tsar fut renversé. En octobre, Lénine devra court-circuiter le Comité central bolchévik. Il serait donc vain de chercher à invalider notre exposé en prétendant que nous avons amalgamé février, juillet et octobre ; il n'y a "amalgame" que si l'on unit des réalités hétérogènes ; or, du point de vue où nous nous plaçons, LE MEME PHENOMENE s'est, pour l'essentiel, reproduit :

-- en février, les masses font seules la révolution et le parti ne sait pas en profiter.

-- en juillet, les masses vont seules à la bataille, suivies bon gré mal gré par les "dirigeants" (elles seront battues par la troupe, comme, plus tard, à Kronstadt, à Budapest).

-- en octobre, les masses font la révolution guidées par LENINE qui doit lutter contre son parti et par TROTSKY qui n'est membre du parti que depuis juillet.

Dans les trois cas, le soi-disant parti d'avant garde révolutionnaire a eu le même rôle, c'est-à-dire, aucun rôle ; tout au plus peut-on lui reconnaître un rôle de frein.--

Au demeurant, ce phénomène de retard du parti d'avant garde ne s'observe pas uniquement à Pétrograd :

"La victoire même de l'insurrection, à Pé-

"trograd, fut encore loin de briser partout l'inertie de l'expectative (...) le flottement de la direction faillit amener, par la suite, l'effondrement de l'insurrection à Moscou. A Kiev, le Comité (...) menait une politique purement défensive (...) Le coup d'Etat, même à Voronèje (...) fut accompli, non par le comité du parti, mais par son active minorité (...) Dans bon nombre de chefs-lieux de province, les bolchéviks firent bloc, en octobre, avec les conciliateurs. Les bolchéviks de Karkov se trouvèrent, au début de la révolution, dans le camp des menchéviks".

et TROTSKY conclut :

"Si considérable qu'ait été, en ces dernières années, le travail destiné à dissimuler de tels faits (...) il subsiste, dans les journaux de ce temps-là, dans les Mémoires, dans les revues historiques, un bon nombre de témoignages prouvant que l'appareil du parti le plus révolutionnaire opposa, la veille de l'insurrection, une grande force de résistance" (HRR. II, 458)

Est-il besoin d'insister ?

II. NECESSITE DU PARTI D'AVANT-GARDE.

Après de telles considérations et de tels faits, ne pourrait-on attendre une mise en question de la nécessité d'un parti révolutionnaire, ou, du moins, quelques remarques critiques, sinon ironiques, sur la prétention d'un tel parti à se dire "l'avant-garde consciente des masses" ? On chercherait en vain une semblable mise en question dans l'"Histoire de la Révolution russe" de TROTSKY. Au contraire, après avoir écrit que les masses "se disaient dans leur for intérieur : même les bolchéviks traînaient et ater-

"moient. (HRR. II,70)

TROTSKY explique, 15 pages plus loin, l'échec, à Berlin, de la "semaine spartakiste" qu'il qualifie de "demi-révolution" par ces simples mots :

"Ce qui manquait, c'était un parti bolchévik". (HRR. II,85) -(I)-

La contradiction est si brutale qu'on pourrait croire d'abord à un lapsus. Hélas ! telle est bien la croyance maintes fois exprimée et défendue par TROTSKY. Certes TROTSKY ne manque pas une occasion de saluer les masses ouvrières et paysannes, il n'a pas l'intention d'agir contre elles ni même sans elles, mais il les croit capables de faire, seules, la révolution.

D'abord l'histoire montre que les révolutions ont toujours été l'oeuvre d'une minorité :

"Le plus grand des actes démocratiques --(en l'espèce, la Révolution russe de 1917)-- fut accompli d'une façon non démocratique. Le pays tout entier se trouva placé devant le fait accompli(...) par les forces d'une cité (Pétrograd) qui constituait à peu près la soixante-quinzième partie de la population du pays" (HRR. I,138)

Il ne suffit pas de formuler clairement une contradiction pour qu'elle soit dépassée ; Comment un "acte démocratique" peut-il être accompli d'une façon "non-démocratique" ?

-(I)- Sans nous livrer, ici, à une discussion approfondie de ce point, il convient, au moins, de relire, l'appréciation de Victor Serge :

"La république de Weimar ne survit à la crise d'octobre-novembre 1923 que par la force d'inertie des masses (...). Rien ne peut se faire dans les masses social-démocrates, et elles se subdivisent en fonctionnaires installés dans le régime qui sombre et ouvriers instruits dominés par la peur de la révolution: celle de Russie, la seule qui ait réussi, a connu trop de famines, établi trop de terreur, étranglé de bonne heure trop de libertés. Troïsky explique la défaite de l'Allemagne par la crise de la direction révolutionnaire ; mais cette cri- (suite p.50)..."

N'a-t-on pas là un exemple de hégélianisme verbal ? LENINE dénonce, dans "L'Etat et la Révolution", l'apparence et l'incohérence des conciliations de ce type où l'on feint de tenir compte de tous les aspects; en réalité, comme il le dit, "l'éclectisme se substitue à la dialectique". (Editions sociales, p.24). Ce qu'il faudrait dire, sans se payer de formules, c'est comment et pourquoi une dictature "provisoire", imposée par une minorité, se supprimera et préparera "l'ère du régime de la liberté réelle". Il ne suffit pas d'évoquer le mépris des révolutionnaires pour le "fétichisme juridique de la volonté populaire", ni d'admettre que le prolétariat de la capitale est plus conscient que celui de la province et "réalise dynamiquement" la démocratie. Une telle conception diffère-t-elle essentiellement de la doctrine du "philosophe éclairé" ? La seule solution de ce problème est la thèse de MARX sur l'universalité du prolétariat ("Contribution à la Critique de la Philosophie et Droit" T.I. p.105-106) (Voir aussi : F. ENGELS. "M. E. Dühring boulverse la Science", Costes III 46-47, cité par LENINE, "L'Etat et la Révolution" Ed. Soc. p.20.). Mais TROTSKY ne se réfère pas à cette thèse ; comment d'ailleurs pourrait-il le faire ? L'universalité ne saurait être anticipée par une minorité, fût-elle celle de la capitale. L'universalité du prolétariat --si elle est autre chose qu'un attribut logique et abstrait-- doit se réaliser effectivement, et, sans doute, est-ce ce que MARX veut dire, en écrivant dans "L'Idéologie Allemande" que le développement des forces productives est une condition pratique préalable à toute révolution.

"Le développement des forces productives

-(I)-(Suite de la note page 49)-- se-là, traduisait celle de la conscience populaire d'une part, et d'autre part celle de l'internationale déjà bureaucratisee". (Memoires d'un révolutionnaire)-p.171)

"est une condition pratique préalable indispensable car sans lui (après la Révolution) c'est la pénurie qui deviendrait générale; et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans le même vieux fumier". (Ed. Sociales p.26).

LENINE ne voit peut-être pas l'ampleur de la thèse de MARX lorsqu'il se contente d'écrire : "En raison de son rôle économique dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de toutes les classes". ("L'Etat et la Révolution", Ed. Soc. p.28)

Quoi qu'il en soit de cette question de la réalisation effective de l'universalité du prolétariat, il reste que TROTSKY reconnaît --et sans y voir aucun danger-- qu'à Pétrograd même, les événements ont été déclenchés et dirigés par une infime minorité de ces "forces" qui n'étaient déjà que la soixante-quinzième partie de la Russie. Or MARX écrivait, en 1848:

"Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici accomplis par des minorités au profit de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité" ("Manifeste du Parti Communiste" Ed. Soc. p.39)

Il ne s'agit pas ici d'invoquer l'autorité de MARX (invocation qui serait peut-être recevable du point de vue de TROTSKY, peu importe) mais de se demander si cette intuition de MARX n'a pas été vérifiée a contrario par la dégénérescence de la Révolution russe ; tout mouvement suscité ou dirigé par une minorité n'est-il pas condamné à servir exclusivement les intérêts de cette minorité ? En effet, dès qu'il y a oligarchie, se pose le problème de l'adhésion des gouvernés ; cette adhésion doit être, écrit MARX, un "mouvement spontané de l'immen-

se majorité", mais, pour TROTSKY, la "spontanéité des masses" est un mythe et le grand révolutionnaire, devenu historien, croit psychanalyser habilement ceux qui soutiennent la thèse de la spontanéité révolutionnaire (malheureusement toute explication psychanalytique doit être elle-même psychanalyisée) TROTSKY déclare :

"TOUGAN-BARANOVSKY a raison de dire que la Révolution de février fut l'oeuvre des ouvriers et des paysans, ces derniers représentés par les soldats.

-cette équivalence, toujours reprise par TROTSKY, n'est-elle pas trop commode ?-

"Subsiste cependant une grosse question : qui a mené l'insurrection ? Qui a mis sur pied les ouvriers ? Qui a entraîné dans la rue les soldats ? Après la victoire, ces questions devinrent un objet de lutte des partis. La solution la plus simple consistait en cette formule universelle : personne n'a conduit la révolution, elle s'est faite toute seule.

-Voilà qui est, en effet, simple et net ; on attendrait que TROTSKY apporte quelques faits précis à l'encontre de cette thèse "simple" pour ne pas dire "simpliste" ; au lieu de cela, TROTSKY commente finement :

"La théorie des "forces élémentaires" étaient mieux que toute autre à la convenance non seulement de tous les messieurs qui, la veille encore, avaient quêté, administré, jugé, accusé, plaidé, commercé ou commandé, et qui se hâtaient, maintenant, de se rallier à la révolution ; mais elle convenait à de nombreux politiciens professionnels et à d'ex-révolutionnaires qui, ayant dormi pendant la révolution, désiraient croire que, dans cette affaire, ils ne s'étaient pas conduits autrement que tous les autres" (HRR. I, 140)

TROTSKY reconnaîtrait sans doute que cette psychanalyse n'est pas valable à l'encontre des partisans de la "spontanéité" nés après 1917. D'autre part, son argumentation est à double tranchant : TROTSKY qui n'a pas dormi pendant plusieurs révolutions n'est guère préparé à admettre qu'une action d'avant-garde qui lui a valu la prison, la déportation et l'exil n'était pas utile, ou, du moins, pas indispensable. TROTSKY apporte d'ailleurs de l'eau à notre moulin en ajoutant :

"La tâche de MILIOUKOV --(historien)-- (était) de ne plus laisser aux révolutionnaires l'honneur de l'initiative". (HRR. I, 141)

La tâche de TROTSKY (historien) n'est-elle pas de revendiquer cet honneur pour TROTSKY (révolutionnaire) ? De là TROTSKY passe facilement à la critique "universelle" de la thèse de la "spontanéité". Cependant il est difficile, pour février du moins, de donner les noms de ceux qui ont dirigé. MSTISLAVSKY (leader de l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires, puis bolchévik) a dit :

"La révolution --(de février)-- nous a surpris, (I) nous autres, hommes de parti, en plein sommeil, comme les vierges folles de l'Évangile."

et TROTSKY souligne assez lourdement :

"Peu importe ici que ces hommes aient ressemblé en quelque mesure à des vierges ; mais ils dormaient tous ef-

(I) - On peut se rappeler ici la remarque de MARX à propos du 2 décembre 1851 : "Il ne suffit pas de dire, comme le font les Français, que leur nation a été surprise. On ne pardonne pas à une nation, pas plus qu'à une femme, le moment de faiblesse où le premier aventurier venu a pu leur faire violence. Le problème n'est pas résolu par (une telle façon de présenter les choses." ("Le 18 Brumaire")

"fectivement" (HRR. I, 142)

L'important, pour nous, est l'aveu : ils dormaient TOUS. Bon prince, TROTSKY nous donne, dans le même sens, d'autres précisions : le bureau du Comité central bolchévique qui comprenait alors les "anciens ouvriers" CHLIAPNIKOV et ZALOUTSKY et l'ancien étudiant MOLOTOV

"n'était pas à la hauteur des événements (...) jusqu'à la toute dernière heure, les leaders s'imaginèrent qu'il ne s'agissait que d'une démonstration révolutionnaire (...) mais nullement d'une insurrection armée (...) (le comité était) dans l'impuissance de donner des directives pour la journée suivante" (HRR. I, 142).

Peut-être quelques-uns vont-ils supposer que nous tronquons les textes : TROTSKY, pensent-ils, ne peut se contredire à ce point ! Mais cette contradiction, TROTSKY la voit fort bien ; cependant, selon lui, cette contradiction est "accidentelle" (nous verrons plus loin ce qu'il faut penser d'une telle "explication") elle provient de la "virginité" des dirigeants de l'époque : les organisations clandestines vait été décapitées par la police, les vrais, les bons leaders étaient émigrés (LENINE, ZINOVIEV) --(Par modestie, TROTSKY ne se cite pas, en cet endroit)-- déportés ou emprisonnés (KAMENEV, STALINE). Deux remarques s'imposent tout de suite : le parti révolutionnaire bolchévique n'a pu organiser l'action des masses en février puisque les bons leaders étaient absents et que ceux qui étaient présents dormaient comme des eunuques ; pourtant la révolution s'est déclenchée ! En second lieu, même si l'explication de TROTSKY était acceptable pour février, elle ne le serait plus, par exemple en juillet : LENINE, TROTSKY, STALINE étaient là. Que se passa-t-il alors ? La page blanche de la PRAVDA !

TROTSKY voit bien qu'il doit lâcher du lest : si les dirigeants bolchéviques, en maintes occasions, ne pouvant même freiner l'action des masses, se sont contentés de suivre, cela prouve bien que les événements révolutionnaires se sont souvent déroulés sans les dirigeants du parti bolchévik et même

"dans une certaine mesure contre eux"
(HRR. II, 68)

Dès lors, comment continuer à s'opposer à la thèse de "la spontanéité révolutionnaire des masses" ? --Il suffit de faire observer que cette expression "spontanéité des masses" est maintenant choquante, tant la bureaucratisation universelle a contaminé sournoisement la pensée de tous. Or cette expression est utilisée par MARX ("Manifeste" p.39) par ENGELS ("L'Origine de la famille" p.224) et reprise par LENINE ("L'Etat de la Révolution" P.14). Ces références à titre d'exemples. Ces exemples ne sont pas des preuves, mais des signes--

TROTSKY a alors recours à l'explication d'un certain ZAVADSKY :

"La génération spontanée est, en sociologie, encore moins à sa place que dans les sciences naturelles"

Comme souvent, la comparaison introduit simplement la confusion; sinon, comparaison pour comparaison, nous demanderons pourquoi la sociologie n'admettrait-elle pas, comme la biologie, les mutations brusques ? ZAVADSKY poursuit :

"Si aucun meneur révolutionnaire renommé n'a attaché au mouvement son étiquette, le mouvement, sans être impersonnel, sera seulement anonyme" (HRR. I, 146)

Quel est le sens de cette distinction entre "impersonnel" et "anonyme" ? Il reste acquis que l'insurrection n'a pas été déclenchée par des dirigeants connus, officiels, patentés ;

TROTSKY a raison de nous mettre en garde : il n'en faut pas conclure qu'il n'y eut point de dirigeants. Mais TROTSKY ne s'en tient pas à cette constatation : nous ne savons pas s'il y eut des dirigeants. Il raisonne par syllogisme : Pas de révolution sans dirigeants (majeure a priori et pétition de principe) or on ne connaît pas les dirigeants de la révolution de février ; donc il y eut des "dirigeants anonymes" (1). Nous essayerons d'expliquer, plus loin, que, par "spontanéité des masses", nous n'entendons pas "chaos" ni "bouillonnement informe" ; tout groupe humain, même momentanément, est structuré. Nous l'avons déjà fait remarquer, la révolution étant un mouvement avait nécessairement une direction. Mais ce n'est pas cette auto-direction que veut parler TROTSKY ; pour lui la direction suppose une séparation entre dirigeants et dirigés, il en reste même, semble-t-il à la conception d'Aristote qui citait la parole d'Homère :

"Le gouvernement de plusieurs n'est pas bon, qu'il n'y ait qu'un seul chef".

En effet, après avoir rapporté que l'Union des officiers du 27 février, constituée après l'insurrection, essaya d'établir par enquête quel

(1)- Ce "raisonnement" n'est pas exceptionnel, on pourrait même y voir une catégorie de l'imagerie populaire : "Le pays était jonché d'usines saccagées et partout on disait que "Nedd Ludd était passé". En effet, la rumeur courait qu'un Roi Ludd ou un Général Ludd dirigeait l'activité de la foule. Bien entendu cela était faux. Les "luddistes", comme on les appelait, étaient animés par leur haine spontanée des usines qu'ils considéraient comme des prisons et du travail salarié qu'ils continuaient à mépriser". Robert L. HEILBRONER. "Les Grands Penseurs de la Révolution économique" - Paris 1957. p.94.

était celui qui, le premier, avait entraîné dans la rue le régiment de VOLHYNIE, il poursuit :

"Il y eut sept dépositions concernant sept initiatives de cette action décisive"

puis il ajoute :

"Il est extrêmement probable qu'une parcelle de l'initiative appartient effectivement à quelques soldats"

--Pourquoi simplement "une parcelle" ? sans compter que la notion de "parcelle d'initiative" n'est pas claire. TROTSKY n'explique aucunement pourquoi une parcelle et une parcelle seulement de l'initiative appartient à "quelques soldats" ; il passe, car il préfère apparemment une autre hypothèse-- Il affirme tranquillement que, même si quelques soldats ont pris l'initiative, cela

"n'empêche pas que le principal dirigeant --(notons ce parti-pris pour l'unité)-- ait pu tomber dans les combats de rues, emportant avec lui son nom dans l'inconnu".

Et brusquement TROTSKY passe du conditionnel à l'indicatif :

"Mais cela n'amoin-drit pas la valeur historique de son initiative anonyme"

(HRR. I, 146)

si toutefois elle a été prise... On a peine à devoir souligner l'étrange faiblesse de l'explication de notre historien qui invalide les témoignages d'une commission d'enquête, sans preuve, au bénéfice d'une hypothèse absolument invérifiable qui se présente subrepticement comme un fait. Lui présente-t-on un fait il l'interprète de façon à sauver l'utilité du parti :

"Le vendredi 24 février, alors que personne ne prévoyait un soulèvement (...) un tramway dans lequel un sénateur avait pris place (...) s'immobilisa.

"Le conducteur invita tous les occupants à descendre : "La voiture n'ira pas plus loin". Les voyageurs protestaient, déblatéraient mais descendaient (...)
La circulation cessa partout aussi loin que portait la vue". (HRR. I, 147)

Commentaire de TROTSKY :

"Ce conducteur résolu (...) devait avoir une haute conscience du devoir pour oser seul arrêter sa voiture, pleine de fonctionnaires, dans une rue du Pétersbourg impérial, en temps de guerre. (...) Le conducteur de la Perspective Liteiny était un instrument conscient de l'histoire".

Mais cette conscience ne peut être qu'une science apprise ; TROTSKY conclut :

"Il avait dû être préalablement éduqué"
(HRR. I, 147)

A la fin du paragraphe suivant, même refrain:

"Ces anonymes, rudes politiques de l'usine et de la rue, n'étaient pas tombés du ciel ; ils devaient avoir été éduqués" (HRR. I, 147)

On surprend là un bon exemple de la technique oratoire des plaidoyers de TROTSKY ; il croit qu'il suffit, pour que son hypothèse soit acceptée, que nous soyons mis dans l'obligation de choisir entre elle et une autre hypothèse ridicule. Les "rudes politiques", rudes, en effet, puisqu'ils faisaient la révolution, à l'insu voire contre l'avis des chefs, n'étaient pas "tombés du ciel", donc ils avaient été éduqués. Un dilemme n'est contraignant que s'il n'y a pas de troisième voie. Or ces hommes pouvaient s'être formés eux-mêmes au contact des réalités au milieu desquelles ils vivaient aussi bien que par l'intermédiaire d'enseignements tombés du ciel sinon venus de l'émigration ou de la déportation. TROTSKY a été le premier d'ailleurs à ridiculiser la

prétention de l'INTELLIGENTSIA à éduquer les masses.

"L'anémique et prétentieuse intelligent-sia (...) brûlait du désir d'enseigner les masses populaires (...) mais était absolument incapable de les comprendre et d'apprendre quelque chose d'elles. Or à défaut de cela, écrit le triomphateur des révoltés de Kronstadt, il n'y a pas de politique révolutionnaire".
(HRR. I, 216)

Mais, en ce gros livre, TROTSKY ne manifeste qu'un souci médiocre de la cohérence. Pouvaient-ils avoir été éduqués, d'autre part, par ce parti de "vierges folles" (HRR. I, 142) qui, en juillet, la veille d'une manifestation grandiose, fait paraître son journal en blanc ?

"Une des usines avait sorti cette pancarte : "Le droit de vivre audessus de la propriété privée !". Ce mot d'ordre, --ajoute TROTSKY, oublieux de sa thèse de l'éducation nécessaire,--

"n'avait été suggéré par aucun parti"
(HRR. I, 409)

Certes, il n'est pas dans notre intention de contester que, depuis 1905,

"la pensée ouvrière était plus scientifique (...) parcequ'elle avait été fécondée, dans une large mesure, par les méthodes du marxisme". --(Nous y reviendrons)--.

Mais TROTSKY dit plus qu'il ne croit lorsqu'il ajoute :

"(et) avant tout parcequ'elle s'était nourrie constamment de la vivante expérience des masses" (HRR. I, 149).

En réalité, sur ce plan, TROTSKY est kantien: certes, sans les masses-(donné sensible) le parti-(entendement) est vide, mais sans le parti, les masses sont aveugles. Dès lors,

nous trouvons la même difficulté que dans le système kantien : que peut apporter au parti une masse aveugle, informe ? Et si la masse a une structure interne qu'a-t-elle besoin d'un parti séparé ? De plus, TROTSKY se livre ici à une sorte d'amalgame : pour soutenir la nécessité d'un parti révolutionnaire, TROTSKY fait appel à la nécessité d'une éducation. Or on peut estimer nécessaire une organisation de l'enseignement tout en contestant l'utilité d'un parti d'avant-garde qui a principalement fonction d'autorité.

III. LA "DIALECTIQUE" DE TROTSKY.

Ainsi, dans tout le livre, on retrouve la juxtaposition de deux affirmations:

- 1) Le parti bolchévique a été un instrument inadéquat, sinon, parfois, contre-révolutionnaire.
- 2) Le parti bolchévique est responsable du succès de la révolution de 1917.

TROTSKY essaie de surmonter cette contradiction, d'abord en tentant de la ramener à un "accident" historique, et, ensuite par le recours à de simples métaphores.

A. Explication par "l'accident" historique.

Selon TROTSKY, ni le "retard" du parti bolchévique, ni même le rôle de frein qu'il a tenu ne mettent en cause la nécessité d'un parti d'avant-garde.

TROTSKY explique les erreurs, à la manière de KROUTCHEV, par la personnalité des dirigeants :

"Combien grand s'était fait, pendant la guerre, le retard du parti sur le processus moléculaire dans les masses, et combien la direction KAMENEV-STALINE en mars restait éloignée des grandes tâches historiques !" (HRR. I, 394)

Passons sur l'incidente lénifiante : "en mars"; TROTSKY apporte trop de faits, --à chaque page de son histoire-- de l'insuffisance permanente de la direction, tant en février, en juillet qu'en octobre, pour qu'il soit possible de le chicaner. Il écrira d'ailleurs, à propos des événements d'octobre :

"Les dirigeants manifestaient encore, en bien des points, "de la magnanimité", en réalité un excès d'assurance optimiste..

--pourquoi "encore" ? Sans doute, TROTSKY veut-il signaler qu'ils ont fait quelques progrès. TROTSKY n'a pas l'air de se souvenir que leur défaut antérieur, loin d'être un "excès d'assurance", était la pusillanimité--

..."et ne prêtaient pas toujours assez d'attention à la voix raisonnable de la base : l'absence de LENINE fut sensible aussi en ce point. Les conséquences des omissions commises durent être corrigées par les masses (...)" (HRR, II, 513)

L'explication par la "personnalité" des dirigeants reste à la surface des choses ; d'ailleurs, TROTSKY est le premier à s'en souvenir lorsqu'il réfute la thèse selon laquelle ce furent des "accidents", des "imprévus" qui empêchèrent le succès du coup d'état de KOR-NILOV :

"Les fonds destinés à l'organisation furent, d'après WINBERG, raflés et dilapidés par les principaux participants. (...) Un des donateurs secrets qui devait remettre aux officiers une somme considérable, se rendit à l'endroit convenu, mais trouva les conspirateurs dans un tel état d'ivresse qu'il ne se décida pas à leur remettre l'argent. WINBERG lui-même estime que n'eussent été ces "imprévus" véritablement fâcheux, le plan pouvait être entièrement couronné de succès. Mais, --(ajoute justement TROTSKY)-- il reste une question : pour-

"quoi, autour de l'entreprise patriotique, se trouvèrent groupés principalement des ivrognes, des dilapidateurs et des traîtres ? N'est-ce pas que toute tâche historique mobilise ses cadres adéquats ?" (HRR. II, 212)

Parfait ! TROTSKY dit bien : "TOUTE tâche historique" ; pourquoi y-aurait-il une exception pour l'entreprise des bolchéviks ? Si KORNILOV n'est-ce pas responsable de l'insuccès, LENINE peut-il l'être du succès ? TROTSKY, il est vrai, affirme que "l'absence de LENINE se fit sentir" mais ce n'est pas lui, ce sont les masses qui "corrigent les erreurs" (HRR. II, 513) Et LENINE aussi se trompe :

" Le plan audacieux de LENINE présentait les avantages incontestables de la rapidité et de l'imprévu. Mais il mettait trop à découvert le parti, risquant, dans certaines limites, de l'opposer aux masses" (HRR. II, 576)

Et, à supposer que LENINE ne se trompe pas, en quoi le parti révolutionnaire d'avant-garde lui est-il utile ? On en jugera facilement :

"Le Comité central (bolchévik) résolut à l'unanimité de brûler la lettre de LENINE"

révèle BOUKHARINE, racontant ses souvenirs, en 1921, et TROTSKY croit utile d'atténuer :

"L'incinération de plusieurs copies de la lettre dangereuse fut décidée réellement non à l'unanimité mais par six voix contre quatre avec six abstentions" (HRR. II, 441)

Ainsi, non seulement LENINE écrit une lettre "dangereuse", mais le Comité central ne sait que faire. Il y a plus : la veille de l'insurrection d'octobre, LENINE en vient à court-circuiter le Comité central :

"Non seulement ses lettres au Comité central sont expédiées par lui aux Comités

"de Pétrograd et de Moscou, mais il (LENINE) prend des mesures pour que des copies parviennent aux militants les plus sûrs des quartiers. Au début d'octobre, passant déjà par-dessus la tête du Comité central, LENINE écrit directement aux Comités de Pétrograd et de Moscou : les bolchéviks (...) doivent prendre le pouvoir tout de suite (...) Attendre le congrès des soviets, c'est un jeu puéril pour la formalité". (HRR. II, 444)

Le commentaire de TROTSKY est fort décevant : un peu d'humour d'abord :

"Du point de vue des rapports hiérarchiques, les actes de LENINE n'étaient pas tout à fait irréprouvables"

et, soudain sérieux :

"Mais il s'agissait de quelque chose de plus grand que des considérations de discipline formelle". (HRR. II, 444)

Ainsi les intérêts supérieurs de la révolution commandaient qu'il fût passé "par-dessus la tête" du Comité central bolchévik ! Comment continuer à penser que ce qui a manqué, en 1919, à l'Allemagne, ce fut "un parti bolchévik" qui vient de servir d'écran gênant, d'obstacle à tourner ? Mais TROTSKY est inébranlable ; dans les premiers jours d'octobre LENINE invite la conférence du parti, à Pétrograd, à "prier instamment le Comité central de prendre toutes mesures pour la direction de l'inévitable soulèvement des ouvriers, des soldats et des paysans" (HRR. II, 445)

Dans cette expression : "inévitabile soulèvement", TROTSKY --loin de voir quelque reconnaissance de la "spontanéité des masses"-- ne veut croire qu'à un camouflage juridique :

"au lieu d'une préparation directe de l'insurrection cela --(inévitabile soulèvement)-- est dit pour ne point donner trop d'atouts au Parquet" (HRR. II,

445).

Cette prudence témoignerait, pour le moins, d'une perspective fort pessimiste en ce qui concerne les lendemains de la révolution. La suite du commentaire de TROTSKY est plus valable ; dans l'expression "prie le Comité central" il discerne un "camouflage diplomatique" destiné à ménager les susceptibilités "de la plus haute institution du parti". Il faut savoir, en effet, que LENINE avait rédigé une autre résolution où il est dit :

"Aux sommets du parti, on remarque des fluctuations, comme une crainte de lutter pour la prise du pouvoir, un penchant à substituer à cette lutte des résolutions, des protestations et des congrès"

TROTSKY, dans sa glose, ne semble pas saisir la portée des faits qu'il rapporte :

"C'est déjà dresser presque ouvertement le parti contre le Comité central. LENINE ne se résolvait pas à la légère à faire de tels pas. Mais, il s'agissait, --ajoute-t-il naïvement-- du sort de la révolution". (HRR. II, 445)

Ainsi TROTSKY reconnaît que le succès de la révolution commandait de contre-carrer l'action (ou de pallier l'inaction) de la "plus haute institution du parti" ! Cependant, la foi de TROTSKY dans le parti d'avant-garde est indéracinable ; la conduite du Comité central bolchévique n'est qu'un accident :

"Pendant la guerre, la vie régulière du parti, en fait, cesse. La cause est double : rupture avec les masses, rupture avec l'émigration, c'est-à-dire, avant tout, avec LENINE (...)"(HRR. II, 447)

Que signifie ce recours à une "double cause" ? Ne pourrait-on croire que la vie régulière d'un parti comporte une liaison avec une émigration ? Ainsi le parti bolchévique non-émigré

aurait été trop près des masses russes et en même temps séparé d'elles. En fait TROTSKY ne postule pas la nécessité d'un état-major émigré ; où il ne s'agit, ici, que d'une "nécessité accidentelle" qui s'explique par la personnalité" de LENINE. Nous venons de voir ce que vaut une telle "explication" superficielle par "les imprévus" et par "les personnalités". TROTSKY est le premier à l'invalider lorsqu'il ne l'utilise pas lui-même. (HRR. II, 212). Il ne reste donc qu'une "erreur" : la rupture avec les masses. Mais ce que TROTSKY n'explique jamais c'est pourquoi il faut rester en contact avec les masses. Détiennent-elles le secret de la praxis? En ce cas, ne faudrait-il pas s'intégrer à elles c'est-à-dire dissoudre le parti "d'avant garde" ? Voilà, semble-t-il, la question essentielle qui dépasse singulièrement celle du rôle d'un quelconque LENINE, émigré ou revenu. Or, sur ce sujet fondamental, on ne trouve guère, dans l'"Histoire de la Révolution Russe" de TROTSKY que deux métaphores dont la première concerne la conduite de la révolution et la seconde la prise de pouvoir.

B) La dialectique métaphorique.

a) Les masses (vapeur) et le parti (cylindre à piston).

Dans la préface de son HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE, c'est-à-dire à la fin de son travail, TROTSKY croit surmonter la contradiction permanente de son récit (impéritie du parti-nécessité du parti ; impuissance des masses-nécessité, pour la pensée et pour l'action, d'une liaison continuelle avec les masses) par une image :

"Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un

"cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre ni du piston, mais de la vapeur" (HRR. I, II)

Il convient d'analyser ce qu'il y a de raison dans cette comparaison (1). Si elle traduit une vérité, c'est bien celle du "retard" du parti ; le piston est nécessairement "en retard" sur la vapeur qui le repousse ; le parti se rendrait utile en s'opposant à la volonté des masses et il y aurait là une voie apologétique que les staliniens pourraient utiliser. Resterait, il est vrai, à distinguer cette "opposition" de celle des exploiters classiques... Cependant les événements que rapporte TROTSKY, dans son "Histoire", ne justifient pas sa métaphore. Sans doute est-il vrai que le parti est mû par les masses, que "le mouvement ne vient pas" du parti ; cet aveu est précieux ; mais c'est parce que l'image n'est pas tout-à-fait inexacte qu'il en faut dénoncer précisément l'inexactitude. Par quels faits TROTSKY pense-t-il avoir établi que, sans le parti bolchévik, l'énergie des masses se serait "volatilisée" comme la vapeur à l'air libre ? Nous voyons, au contraire, que LENINE s'efforce de court-circuiter le "cylindre à piston" et surtout que des manifestations et des actions "spontanées" ont eu lieu, non seulement sans l'intervention du parti mais même sans son accord, sinon, parfois, d'avantage, contre la volonté

(1) Il semblera, peut-être, abusif que nous analysons en détail une métaphore. Certes, nous aurions préféré discuter une thèse bien élaborée, mais, sur ce point capital, la pensée de TROTSKY, n'a pas, semble-t-il, dépassé le stade de l'image et ce qui serait, à notre sens, véritablement abusif, ce serait que son imprécision la préservât de la discussion.

du parti. De ce fait, le parti bolchévique, en ces journées, et d'après le récit même de TROTSKY, ressemble beaucoup moins à un cylindre à piston qu'à un esquif à la dérive, chargé de poltrons obtus, particulièrement soucieux de mettre pied à terre pour se livrer à des exercices préparés et conformes au scénario décrit dans le manuel. LENINE pourrait-on dire, avait plutôt tendance à tomber dans l'excès inverse. Mais un individu n'est pas un parti et surtout la souplesse de LENINE, son "flair" pour discerner ce que veulent les masses et ce dont elles sont capables, loin de l'infirmier, confirment la thèse de la spontanéité. Si le mouvement des masses était pur désordre, informe masse de fumée, à quoi aurait servi le "flair" de LENINE, qu'aurait-il retiré de son "contact" avec un volume sans contour ? On voit tout de suite que, selon nous, la notion de "spontanéité des masses" n'a rien à voir avec le chaos ; le refus d'une direction par un groupe séparé n'est pas un abandon aux caprices de l'irrationalité ; certes, l'exigence de la suppression des chefs séparés, en un sens (étymologique) est an-archique, si, de plus, on prend le mot "chef" au sens traditionnel. Mais "spontanéité des masses" ne signifie pas "désordre", "trouble" et "confusion". Tout groupe humain est structuré ; les individus ne s'ajoutent pas les uns aux autres comme des fruits dans un cageot : 1 + 1 + 1. Certes, quelques uns sont des "isolés", mais la plupart exercent une "attraction" (ou provoquent une répulsion) On pourrait les comparer à des atomes plus ou moins riches en "valences". La microsociologie a, depuis quelque temps, commencé à mettre à jour ces "relations", ces groupements "autour d'étoiles". Même dans une foule "momentanée", les chefs surgissent spontanément. On a observé souvent ce phénomène, pendant la guerre, lors d'un bombardement par exemple ; ceux qui prenaient l'initiative de la direction, au mi-

lieu du désarroi de la plupart, n'étaient pas souvent (ou si l'on préfère, pas toujours) ceux qui avaient des fonctions de dirigeants officielles. Ne sont-ce point là les "dirigeants anonymes" dont parle TROTSKY ? Oui et non. Oui, en ce sens, qu'ils ne sont pas connus en tant que dirigeants, non seulement des autres, mais parfois d'eux-mêmes ; c'est la situation qui les révèle à eux-mêmes ; ceci inclut que TROTSKY ait tort, en un autre sens "l'anonymat" invoqué par TROTSKY est purement accidentel ; son "principal dirigeant" est tombé "dans les combats de rues, emportant son nom dans l'inconnu" (HRR. I, 146). Or il arrive souvent que le "dirigeant spontané", surgi au moment du danger, reprenne peu après son rang anonyme ; il s'agit d'un "jeu" vivant, figure-fond : le dirigeant dans une occasion n'est pas nécessairement dirigeant en toute occasion, ni surtout séparé du groupe en tant que dirigeant ; il n'a donc pas besoin de mourir pour rester inconnu. --(Est-il besoin de préciser que l'organisation autonome des ouvriers n'est aucunement un phénomène du passé, qui a eu lieu exceptionnellement en 1917. A titre d'exemple, il suffit d'évoquer les grèves les plus récentes, en Belgique (début 1959) et en Italie. La revue SOCIALISME OU BARBARIE (n°27, p.7) rapporte comment des ouvriers appartenant à diverses organisations syndicales "se regroupent spontanément à la base". Un journaliste apercevant des hommes qui dépavent une rue demande : "Qui a donné la consigne de dépaver ?" On lui répond que "les chefs on ne les voit pas", dans chaque quartier on doit s'organiser : "Ce soir nous nous sommes réunis à quelques-uns: la tactique est simple, on travaille par petits groupes, il y a beaucoup de portes amies qui resteront ouvertes toute la nuit... alors les gendarmes peuvent courir". Celui

qui a pris la parole pour répondre au journaliste n'exerce aucune fonction syndicale ou politique. D'ailleurs ces mineurs anticipent l'ordre de grève des syndicats avec cette justification : "une grève comme celle-ci, ça se prépare".

Sur un autre plan, mais dans la même direction, il est utile d'évoquer à ce propos les nombreuses études récentes des sociologues sur les "groupes informels".--

Il y a loin, on le reconnaîtra peut-être, de cette contexture vivante que nous évoquons à l'image kantienne déjà mentionnée d'une "masse informe" (vapeur) structurée par une "avant-garde" (piston) ; de ce point de vue, peu importe que cette avant-garde soit connue ou inconnue.

b) Le fer chauffé à blanc et la main nue.

A celle de la préface, fait écho, vers la fin de l'ouvrage, une seconde métaphore :

"De même qu'un forgeron ne peut saisir de sa main nue un fer chauffé à blanc, le prolétariat ne peut, les mains nues, s'emparer du pouvoir : il lui faut une organisation appropriée à cette tâche".
(HRR. II, 47³)

Cette fois, TROTSKY commente son image :

"Renverser l'ancien pouvoir, c'est une chose. Prendre le pouvoir en main, c'en est une autre. La bourgeoisie, dans une révolution, peut s'emparer du pouvoir non point parce qu'elle est révolutionnaire, mais parce qu'elle est la bourgeoisie : elle a en main la propriété, l'instruction, la presse, un réseau de points d'appui, une hiérarchie d'institutions. Il en est autrement pour le prolétariat : dépourvu de privilèges sociaux (...) le proléta-

"riat insurgé ne peut compter que sur son nombre, sur sa cohésion, sur ses cadres, sur son état-major" (HRR. II, 473)

Ici TROTSKY élève à l'universalité l'expérience russe, comme FREUD l'a fait pour les complexes des européens de son temps. MARX avait écrit qu'aucun régime ne disparaît de la scène avant d'avoir épuisé toutes ses possibilités ; et, sans doute, les menchéviks n'avaient pas tellement tort de nier qu'il fût possible de lutter pour la dictature du prolétariat dans la Russie arriérée où le capitalisme était encore loin de s'être dépensé complètement. On a souvent admis que MARX et les menchéviks se soient trompés "puisque la Révolution a réussi en Russie". Mais justement, elle n'a pas réussi ; elle a avorté. --(Réalisant ainsi la "prophétie" de Marx. Voir texte cité plus haut, p. 50, 51)-- TROTSKY a, probablement, raison de penser que le prolétariat russe de 1917 n'était pas prêt pour l'autogestion de la Russie ; mais il a tort d'en conclure qu'il avait besoin des tenailles d'un parti et encore moins, universellement, que tout prolétariat sera toujours incapable de s'emparer du pouvoir sans l'intermédiaire d'un parti. TROTSKY passe donc abusivement du fait au droit. Un échec dans le temps ne prouve rien pour un autre temps. TROTSKY semble bien le savoir :

"La révolution ne devient possible que dans le cas où, dans la composition de la société, il se trouve une NOUVELLE CLASSE capable de prendre la tête de la nation pour résoudre les problèmes posés par l'histoire" (HRR. II, 477)

En Russie, la nouvelle classe c'était le parti bolchévik bureaucratique qui "travaillait pour lui" --objectivement quoique inconsciemment-- en se tenant en retrait par rapport à l'action des masses. TROTSKY l'a noté :

"Dans la bureaucratie s'installe inévitablement l'esprit conservateur" (HRR. II, 459)

La bureaucratie du parti ne savait pas exactement "jusqu'où il ne fallait pas aller trop loin", mais elle savait qu'il ne fallait pas aller jusqu'au bout. Au moment opportun, la nouvelle classe bureaucratique a saisi les marrons que le prolétariat avait sortis du feu "les mains nues". La nouvelle classe a volé une révolution qu'elle était incapable de faire, en faisant croire qu'elle est au service de tous ; qu'elle n'est pas une nouvelle classe. La duperie dure encore. Pourtant les masses commencent à comprendre qu'elles n'ont fait que changer de maîtres. L'heure viendra où elles n'auront plus besoin d'un parti soi-disant révolutionnaire ni pour conduire la révolution certes, ni pour organiser leur vie en commun. Alors sera réalisée la condition posée par MARX, en 1864 :

"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes".

Yvon BOURDET

N. D. L. R.

Nous avons voulu, une fois n'est pas coutume, réserver pour la fin de cet article... le "chapeau" de présentation.

Nous pouvons maintenant révéler au lecteur que l'auteur de cet article n'est ni un membre des G.A.A.R., ni même un camarade se réclamant de l'anarchisme.

Jusqu'à présent, nous avons suivi cette règle de ne publier dans nos cahiers QUE des articles ou études (en dehors des "classiques" de l'anarchisme, bien entendu) rédigés par des militants de notre organisation.

Il a fallu le contact amical et régulier des lettres pour que Yvon BOURNET nous envoie un jour, à tout hasard, l'étude ci-dessus. L'importance des questions soulevées, le beau travail accompli, nous ont décidés à faire une petite entorse à notre habitude en publiant cet article, qui revient sur un sujet toujours actuel, voire brûlant: celui du Parti (voir NOIR et ROUGE n°12 nos articles : "Le "Parti ouvrier" et les anarchistes" et "Contre le Parti").

Nous profitons de l'occasion qui nous est donnée pour souhaiter une collaboration de plus en plus large de nos lecteurs.

-----N.et R.-----

MICHEL BAKOUNINE ET LE MOUVEMENT RÉVO- LUTIONNAIRE BULGARE

"La Russie est, comme on le sait, opprimée par les Allemands ; mais le jour où le vieux cri germanique se fit entendre : "Qui veut mourir avec nous pour la liberté de l'Allemagne?" un Russe se présenta, se jeta aux premiers rangs, et pas un patriote allemand n'y fut avant lui. Quand l'Allemagne sera l'Allemagne, ce Russe y aura un autel".

MICHELET

Ces mots du grand historien Michelet sont applicables à presque tous les pays d'Europe. Si la puissante figure de Michel BAKOUNINE reste à jamais liée à tant de barricades, tant de tribunes, tant de prisons, est-ce également vrai pour le peuple bulgare --sinon pour la Bulgarie qui, au milieu

du XIX^o siècle, n'existait pas encore ? Ce "petit peuple-frère" de BAKOUNINE ne figure pas à première vue dans ses grandes préoccupations révolutionnaires et internationales; et la Bulgarie est un des rares pays d'Europe où il n'a pas séjourné.

Max NETLAU dans sa biographie de BAKOUNINE (qui est encore manuscrite !) a dû retrouver les traces de celui-ci dans le mouvement révolutionnaire bulgare de l'époque. Ne disposant pas de ce texte, nous avons fait notre propre enquête historique, certainement incomplète, mais nous espérons qu'un jour le travail immense de NETLAU sortira de l'ombre et fera pleine lumière sur tant d'aspects très peu connus de l'activité de BAKOUNINE.

+ +
+

Présentons brièvement le mouvement révolutionnaire bulgare des premières décennies de la deuxième moitié du XIX^o siècle. Le peuple bulgare se trouvait depuis cinq siècles sous la domination turque ; après l'expérience des luttes individuelles et en petits groupes des Haidouks, après les efforts pour obtenir une aide de l'extérieur, surtout de la Serbie et de la Russie, après l'action héroïque mais sans résultat des "tcheta" (détachements d'insurgés armés le plus souvent venant de la Roumanie) et les soulèvements isolés -- l'émigration bulgare cherchait à cette époque une voie plus efficace amenant à la libération de la Bulgarie.

Dans le même temps BAKOUNINE, après de longues années passées en prison et en Sibérie (1848-1861), est de nouveau en Europe, à Genève. Il a lui aussi enrichi son expérience, mûrit ses idées ; il est devenu une des figures les plus marquantes non seulement des

milieux révolutionnaires, mais aussi des organisations socialistes, prolétariennes, matérialistes, en un mot de l'Internationale et de l'Alliance.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les révolutionnaires bulgares aient cherché à le rencontrer.

Et cette rencontre a effectivement eu lieu, en juillet 1869 à Genève, où 3 membres du Comité Central Révolutionnaire Bulgare, Théophile Rainov, Marko Balanov et R. St. (que je n'ai pas réussi à identifier) arrivent chez Michel Bakounine, restent chez lui pendant 5-6 jours, discutent, élaborent ensemble le programme du B.R.C. (Comité Révolutionnaire Bulgare). R. St. part ensuite pour Bucarest avec Sergueï Netchaev ; les deux autres vont chez Mazzini puis partent aussi à Bucarest.

Les liaisons en tre Bucarest et Genève ne datent pas, en réalité, de l'été 1869. Luben Karavelov, le chef de file du Comité bulgare, est depuis des années en liaison avec Hertzen, Bakounine, et Ogaref, surtout avec le premier, et ce n'est pas par hasard que la délégation commence sa visite aux révolutionnaires russes par Hertzen --mais ce dernier moins engagé dans la lutte révolutionnaire, les dirige directement vers Bakounine. Plus tard, en 1870, Karavelov est en Italie et rend visite à Bakounine, à Locarno ; leur correspondance se poursuivra jusqu'en 1872, année où Karavelov s'éloigne de l'activité révolutionnaire directe ; les dernières années de Bakounine s'en éloigneront également un peu.

Le travail de recherche sur tous ces rapports, en dehors des difficultés de tout travail de ce genre (les révolutionnaires et les émigrés ne tiennent pas beaucoup d'archives), est rendu plus difficile encore par un

obstacle particulier : la Bulgarie enfin libérée (1878) ne suit pas la voie qui correspondait aux rêves et aux activités des révolutionnaires, et elle essaye d'effacer ou de cacher certaines de ces activités. Un exemple : Zahari Stoïanov, ancien membre du comité de Bucarest, devient président de la I^{ère} Assemblée nationale ; en ces deux qualités, il exige, "pour des travaux de publication" des documents de Veliko Popov (ami de Christo Botev) et ces documents ne voient jamais le jour. Les archives de Karavelov, mort quelques années après la libération en pleine misère à Roussé, vont entièrement à la Bibliothèque Nationale, mais les régimes tsariste, fasciste, etc... font leur choix et publient ce qui leur plaît. Actuellement, sous le régime communiste, le choix n'est pas le même, mais il est également loin d'être impartial.

Néanmoins, il existe un certain nombre de publications qui confirment cette rencontre de juillet 1869.

Dans la note n° 146 p; 463 de l'édition complète des Oeuvres de Christo Botev publiées en Bulgarie en 1907, Ivan Klintcharov mentionne la rencontre des délégués bulgares et de Bakounine, ainsi que celle de Mazzini (il parle, en plus, d'une rencontre avec Garibaldi et Kossuth). L'académicien sociétiquè Nicolaï Derjavine dans sa publication "Christo Botev, poète et révolutionnaire", édition russe, Moscou, 1948, écrit : "Le I^{er} acte de ce comité (le B.R.C.) a été d'envoyer une délégation spéciale chez Hertzen, Bakounine, Mazzini, Garibaldi et Kossuth pour connaître leurs opinions sur le mouvement révolutionnaire bulgare (...)" (p.31). Non seulement Derjavine répète l'erreur de Klintcharov en ce qui concerne les 2 derniers mais il se trompe aussi de date : il parle

de mars 1870.

L'historien russe Evgueni Volkov travaillant en Bulgarie, donne, dans son "Christo Botev", édition de l'Académie de Sofia, en russe, 1930, le récit de cette rencontre, récit fait par Théophile Raïnov, l'un des membres de la délégation, habitant Varna après la libération, au Dr Parachkev Stoïanov médecin-chirurgien, professeur à la Faculté de Sofia (ces recherches ont probablement été faites à la demande de Max Netlau lui-même, car il est prouvé qu'il était en relation avec le professeur --ce récit doit donc figurer dans la biographie de Bakounine).

Voici ce que Volkov rapporte :

"Pendant ce temps-là, Karavelov se trouve à Odessa. Raïnov et R. St. (qui d'après Volkov est un commerçant de Svichtev) exécutant les résolutions du comité révolutionnaire de Bucarest, se dirigeant vers l'Europe occidentale pour y rencontrer Hertzén, Bakounine, Mazzini. D'après les indications de Karavelov, ils se présentent d'abord chez Hertzén à Genève, mais celui-ci leur dit qu'il n'est pas au courant des affaires bulgares et qu'il sera mieux de s'adresser à Bakounine, qui habitait à l'époque rue Mont-Crillon à Genève. D'ailleurs son adresse était déjà connue d'un certain nombre de Bulgares de Genève, surtout d'un commerçant de tabac (Bakounine fumait beaucoup). Michel Bakounine reçoit la délégation bulgare à bras ouverts : "chers frères, excusez-moi de ne pas avoir beaucoup pensé à vous jusqu'ici, mais je vous aime bien". A cette époque la demeure de Bakounine à Genève est un "foyer d'où naît la révolution". Des émigrés de nombreux pays la remplissent, des discussions presque intermina-

"bles se poursuivent, souvent très enflammées. De temps en temps, la voix profonde de Bakounine éclate et couvre celle des autres. Sergueï Netchaev et Nicolai Joukovski se trouvaient en même temps chez Bakounine".
(Volkov, p.97 et suivantes)

D'après les souvenirs de Netchaev que Arboré-Ralli a rapportés plus tard, le programme du B.R.C. a presque entièrement été l'oeuvre de Bakounine. Il l'écrivit lui-même, mais comme les Bulgares ne comprenaient pas facilement son écriture, Nicolai Joukovski le leur avait lu.

Dès le début de la discussion, les Bulgares avaient déclaré que leur peuple ne pensait pas tellement pour l'instant au socialisme, car son aspiration et son but était surtout d'en finir avec les massacres turcs, et d'acquérir la liberté ; et aussi parce que toujours d'après Rainov, une fois la Bulgarie libérée, la situation économique ne serait pas trop mauvaise. Bakounine avait accepté ce préalable, et c'est pourquoi la discussion fut tout de suite orientée vers l'organisation de l'insurrection. "Il vous faut d'abord de l'argent, des armes et l'esprit de révolte" insistait Bakounine. Pour l'argent, il leur conseille d'essayer de le trouver sous forme de fonds culturels pour les écoles, les bibliothèques, les journaux, etc... Les armes il faut les concentrer dans des endroits sûrs à l'intérieur, dans des positions stratégiques choisies à l'avance. Pour l'insurrection il leur conseille de ne pas disperser les efforts, de les concentrer dans les endroits choisis par les insurgés eux-mêmes ; il leur conseille en premier lieu les fortifications naturelles des Balkans, qu'il faut préparer pour qu'elles puissent tenir un siège d'au

moins six mois ; Bakounine considère ce délai nécessaire pour qu'une aide extérieure puisse leur parvenir et que la conscience de l'Europe impose aussi une intervention. Il leur promet s'ils le demandent d'envoyer un révolutionnaire expérimenté qui pourrait les aider du côté technique.

Mais le rôle de Bakounine ne peut se limiter à des conseils techniques : Il est tellement passionné de la révolte que son esprit embrasse entièrement le problème :

"En comparant les souvenirs de Rainov et d'Arboré-Ralli, nous pouvons conclure que Bakounine n'a pas su se borner aux détails pratiques de l'organisation de l'insurrection. Il a passé en revue, avec les Bulgares, les tendances sociales de cette révolution, et il est évident que chacun d'eux a indiqué ses préférences ; mais étant donné que la demande de rendez-vous avait été faite par les Bulgares, Bakounine n'a pas voulu aller jusqu'au bout de sa pensée, du moins dans le sens qu'il avait l'habitude d'envisager chaque révolution".

(C'est la conclusion de Volkov, p.105)

+ +

+

Une copie du texte concernant le programme exact du B.R.C. élaboré dans ces entretiens reste chez Bakounine, une autre est emportée par les Bulgares. Essayons de suivre la trace de ces deux documents.

A cette époque Bakounine a toujours fait confiance en Netchaev (dont il a fait connaissance en mars 1869) et ce dernier gardera l'original de ce document pendant son séjour en Suisse --plus tard devant la conduite de Netchaev, surtout

après son dernier voyage en Russie, la rupture entre les deux hommes est évidente. Après quelques péripéties, le reste des amis de Netchaev se voit obligé de l'expédier à Londres mais sans avoir l'idée de retenir la valise qu'il emporte avec lui. A Londres, Netchaev essaie de sortir un journal où, entre autres, il attaque violemment Bakounine. Mais très rapidement il quitte Londres pour Paris. Là, il assiste à la Commune de Paris, les documents nous manquent pour savoir comment. Puis il se retrouve de nouveau en Suisse, cette fois sans sa valise qui est restée dans un hôtel à Paris en gage de ses dettes. C'est son avant-dernier voyage, peu après les polices suisse et russe l'embarquent pour les prisons de St. Pétersbourg. Mais pendant ce temps très court, des amis communs réussissent à prendre l'adresse de l'hôtel parisien et la clé de la valise. L'un, Ross, ami de Bakounine, va à Paris et la récupère. Bakounine lui-même brûle une certaine quantité de papiers, le reste est déposé à la fédération jurassienne, probablement entre les mains de James Guillaume. Il serait intéressant de pouvoir continuer cette enquête car le texte qui nous intéresse ici pourrait probablement être retrouvé.

+ +
+

Essayons maintenant de retrouver les traces de ce même programme dans la presse révolutionnaire de l'époque.

Le journal "Svoboda" (Liberté) du 14/10/1870, n°46 publie que "ce texte a été pris dans l'organe de la Section Russe de l'Internationale, Narodnos Dielo (Oeuvre du Peuple) d'août 1870". Mais dans le n° d'août-septembre 1870 de ce dernier, édité à Genève

en russe, le texte de ce programme est présenté avec l'explication : "il s'agit du programme du B.R.C. d'août 1870, traduction russe, pour une fédération des slaves du sud ou des peuples libres du Danube". Il s'agit évidemment toujours du même programme, les deux journaux ayant adopté pour le présenter une tactique indirecte.

Il est évident que le journal "Narodnoe Dielo" était en liaison avec la presse bulgare. A cette époque, Bakounine ne possède pas de journal propre en russe, et bien qu'officiellement la direction de "Narodnoe Dielo" soit entre les mains de l'émigré russe Outine, c'est toujours l'opinion de Bakounine et de ses amis qui y est reproduite pour les questions slaves. Outine lui-même appartient à l'aile marxiste de l'Internationale, très fidèle à Marx, ce qui ne l'empêcha pas quelques années plus tard de demander la grâce du tsar et de rentrer en Russie.

Nous avons déjà publié (N. & R. n° 7 8) l'opinion de Marx lui-même sur la libération des Slaves du sud.

+ +
+

Nous avons plus haut expliqué l'esprit de la discussion entre les délégués bulgares et le groupe de Bakounine, à Genève, discussion où fut élaboré le projet de programme du B.R.C. Nous avons aussi souligné que Bakounine avait accepté loyalement certaines considérations des délégués bulgares ; mais ce n'était pas le cas de Netchaev qui voulait toujours pousser à l'extrémisme. A la réunion du B.R.C. qui eut lieu à Bucarest entre le 10 et le 25 décembre 1869 dans un hôtel, ce projet de programme fut l'objet d'une violente discussion. Il n'est pas sans intérêt de souligner que pendant la même période,

dans le même pays, séjournait Netchaev, qui fréquentait un certain nombre de révolutionnaires. Pour illustrer l'esprit de cette réunion, nous donnerons un extrait de l'étude de Volkov :

"Il semble qu'eut lieu dans cette réunion la bataille décisive entre les partisans d'un projet pour la constitution d'un gouvernement bulgare provisoire muni de pouvoirs dictatoriaux, ce que Netchaev considérait comme essentiel et les partisans du projet de Karavelov-Bakounine où étaient exigées des élections et les responsabilités directes des élus devant les électeurs y compris dans le Comité central, avec décentralisation et démocratisation. Après de longues discussions, les membres de la réunion se mirent d'accord pour une solution de compromis : un comité central en émigration élu et un gouvernement provisoire mais seulement pour l'intérieur. En ce qui concerne les statuts et le texte définitif du B.R.C., on avait accepté qu'ils soient aussi provisoires, jusqu'à une nouvelle réunion, avec la participation des délégués des organisations révolutionnaires de l'intérieur, avec si possible de larges discussions et plébiscites dans les organisations de base".

Volkov, p. 127-

D. Strachimirov, historien bulgare, fait état, dans son travail "Archives de la Renaissance", tome Ier, p. 84-94, d'un autre projet qui date du 25 mars 1889; Vassil Levski St. Zaïmov, etc... en sont, d'après lui, les instigateurs. Il s'agit probablement d'un projet de 1871, plus connu sous le nom de "Troïanska Naredba" (directives venues de la ville

de Troïan, Bulgarie) adressé "aux hommes qui oeuvrent pour la libération du peuple bulgare" dans lequel on préconise ouvertement la république démocratique comme forme du futur Etat bulgare.

Ainsi, non seulement le projet élaboré à Genève a été critiqué dans un sens ou dans l'autre, mais il est fort probable, et logique, qu'il y ait eu plusieurs projets ou du moins plusieurs conceptions pour "après la libération", car l'émigration révolutionnaire elle-même exprimait plusieurs tendances.

+ +

+

Voici maintenant quelques extraits de ce projet de programme, publié comme nous l'avons dit dans le journal "Svoboda" n°46 du 14/10/1870 (Luben Karavelov en était alors le directeur) :

"Il faut nettoyer notre terre des saletés gouvernementales et bureaucratiques et garantir à notre peuple sa liberté politique et sociale. Nous voulons voir dans notre patrie un gouvernement élu n'exécutant que la volonté du peuple lui-même.

"Nous utiliserons contre le gouvernement turc les mêmes moyens pacifiques qui ont été employés contre le clergé grec -- nous utiliserons seulement dans les cas extrêmes les armes à feu et le couteau.

"Nous désirons former une fédération des Slaves du sud ou des pays libres du Danube mais en même temps nous voulons avoir entre nous et avec les peuples voisins frères les mêmes rapports, la même unité qui existent dans la fédéra-

"tion suisse.

"Nous comptons nos "tchorbadjis" (richards) au nombre de nos ennemis et nous les pourchasserons toujours et partout. Nous ne voulons pas travailler pour un gouvernement despotique même si un tel gouvernement est constitué de nos propres frères.

"Nos alliés naturels devront être seulement les peuples opprimés et exloités, parceque notre peuple est l'un d'entre eux".

Evg. Volkov fait ainsi son propre commentaire de ce programme :

"Dans ce texte, surtout en ce qui concerne la lutte politique et la lutte religieuse, il existe une nette différence entre Karavelov d'un côté et les internationalistes russes, marxistes et bakouninistes, de l'autre. Mais ce fait ne diminue en rien le fait primordial : que ce programme, tout en exprimant les conditions spécifiquement bulgares, est en même temps largement impreigné des idées fondamentales de Bakounine. Il dépasse ainsi dans sa ligne générale la tendance Karavelov qui, il ne faut pas l'oublier, était avant tout l'élève de Tchernichevski (démocrate et "narodniak" russe), et prend la forme d'une proclamation de révoltés".

Volkov, p.106-

+ +

+

Pour compléter notre étude sur les rapports de Bakounine avec les révolutionnaires bulgares, nous ajouterons encore quelques brefs extraits, cette fois-ci de

la correspondance de Bakounine :

"Mon cher Jouk, tu sais parfaitement bien comment Outine a utilisé notre programme et mon article dans l'organe de la section russe. En outre, il faut lui rendre cette justice qu'il marque ainsi l'existence des Russes dans l'organisation internationale des travailleurs (La Ière Internationale) (...) K. Marx a pleine raison quand il affirme que la réaction germanique et les junkers prussiens ne seront éliminés que quand sera éliminé en même temps le despotisme russe. Il a raison aussi en ce qui concerne le panslavisme qui n'est rien d'autre qu'un despotisme masqué, les tsars russes ont toujours promis la libération des peuples slaves des occupants étrangers (...) seulement pour les mettre sous leur propre domination. Mais il faut souligner aussi que nos frères slaves dans leur nationalisme étroit ont pas mal aidé cette propagande tsariste.

"Contre ce mal, il faut mener une lutte âpre, conduite bien sûr par les socialistes russes, mais aussi et ce sera beaucoup mieux par la constitution de sections socialistes non seulement russes, mais tchèques, polonaises, serbes, bulgares.

"Il y avait chez moi un Bulgare que je connais bien, K. (1) et j'ai parlé avec lui de ce sujet, mais il est parti et depuis je ne sais pas très bien comment ça va. J'ai parlé aussi au "petit" (2) que tu connais bien de ce même sujet. Il faut trouver le temps et l'occasion de réaliser cette idée".

Lettre de Bakounine à N. Joukovski,
Locarno, le 17/7/1870.

citée par Arboré-Ralli dans "Michel Bakounine dans mes souvenirs" paru dans la revue "Minnouchi Godi" (Les années passées), Tome Ier, pp. 154-56, oct. 1908.

- (1)- Arboré-Ralli prétend qu'il s'agit de Kavelov.
- (2)- Arboré-Ralli pense qu'il s'agit de Netchaev.

"Mon cher Aga, j'ai lu hier dans "Liberté" qu'il y avait des Bulgares arrêtés à Constantinople. Parmi eux, il y a Raïseff, ce jeune homme sympathique qui était chez moi à Ner... et qui nous a fourni certaines de nos relations avec les Bulgares. Sais-tu quelque chose de plus sur cette arrestation ? Bien à toi!"

Lettre de Bakounine à Ogaref
Locarno, le 17/12/1869, Casa Della
Vedonna Pedrassini.

Cette lettre a été publiée dans ses "Lettres de Bakounine à Hertzen et Ogaref", Genève 1890. L'information de "Liberté" était en réalité incomplète, il y avait bien des révolutionnaires bulgares arrêtés à Constantinople, par exemple le Dr Mirkovitch, mais Raïseff, probablement Raïnof, et G. Jivkov ont réussi à quitter la ville avant leur arrestation, le 1er pour la Suisse, le 2ème pour Vienne.

Dans le même recueil de lettres publiées par Dragomanov, se trouve une autre lettre, adressée cette fois à Hertzen et datée de 1862, beaucoup plus ancienne, dans laquelle Bakounine insiste pour envoyer Joukovski, et Keletev à Constantinople pour qu'ils organisent par l'intermédiaire d'Odessa et de Galatz la liaison avec la Russie pour le transfert des

révolutionnaires et de la littérature révolutionnaire. Dans cette tâche, Bakounine leur conseille d'utiliser l'aide des amis Bulgares par exemple pour se procurer des passeports :

"Il faut un mois pour se procurer les passeports turcs indispensables. Moi je peux le faire par l'intermédiaire de mes camarades Bulgares".

Lettre du 10/11/1862

Citée par Dragomanov, p.91

L'hiver 1862, quand il a écrit cette lettre, Bakounine se trouvait encore à Londres après sa fuite de Sibérie en 1861. Hertzén note que Bakounine était alors entouré d'émigrés balkaniques parmi lesquels il y avait un jeune Bulgare médecin dans l'armée turque mais ensuite déserteur et émigré (voir la préface du tome Ier de l'Oeuvre Complète de Bakounine, en russe).

Ces quelques pages sont extraites d'une étude non publiée sur Christo Botev. Nous pensons qu'elles ont un certain intérêt historique, et aussi un intérêt d'actualité: la lutte des peuples opprimés et colonisés pour leur indépendance, les recherches de voies pour cette lutte et des formes de cette indépendance.

Nous envisageons, si nous en avons la possibilité, de compléter ces pages par l'étude des rapports que Tetchaev eut avec les révolutionnaires bulgares, au début par l'intermédiaire de Bakounine et ensuite directement. Il faudra probablement y ajouter un aperçu sur Tetchaev lui-même et sa place dans le mouvement révolutionnaire du siècle passé.

DOSSIER ESPAGNE

bibliographie

(suite n° 1)

ERRATA N. & R. n°14 Lire :

- p.43 - lignes 24-25 : P. GANIVET (A. Dauphin-Meunier) : L'Espagne au carrefour (1937) -
P. LAPEYRE : Lueurs sur l'Espagne (1938) -
A. LAPEYRE : Le Problème espagnol (1946)-

p.45 - ligne 16 : C. de la MORA (Fièvre Espagne)

C O M P L E M E N T .

1°) La Péninsule ibérique.

D. AUBIER - M. TUNON DE LARA : "Espagne" Coll. Petite Planète, Paris 1956.

A. VIEIRA : "Figures marquantes du mouvement social portugais", Lisbonne 1959 (en Portugais)

3°) Témoignages.

--dans la gauche non conformiste

G. MUNIS (marxiste révolutionnaire ex membre du P.O.U.M.) : "Les jalons de la déroute : promesse de victoire (Espagne 1930-39)", en espagnol, Mexico 1948.

C. ROSELLI : "La Catalogne rempart de la Révolution", en français, Brochure Mensuelle Jt. At. 1937.

-- du côté officiel.

C.G. BROWERS (Ambassadeur des Etats-Unis en Espagne 1938-39) : "Ma mission en Espagne", Paris, Flammarion.

4°) Ecrits de combat.

d) aux éditions Pensée et Action, Bruxelles 1937 :

"La C.N.T., le gouvernement et l'Etat"-documents.

"La position de la F.A.I." résolution d'un plenum de la F.A.I.

g) Les brochures de HEM DAY (Les églises brûlent en Espagne, Pourquoi ? -- Le capitalisme international devant l'Espagne révolutionnaire -- Problèmes d'Espagne). P. A., Bruxelles -(L'Espagne en marche : Brochure mensuelle, Jt. At. 1937).

Ouvrages du même camarade dérobés sous l'occupation nazie avant publication (Trahison d'une révolution. - Les problèmes de l'Etat et la révolution espagnole. - L'armée et la révolution. - Impressions sur les journées de mai 1937. -L'affiche dans la révolution).

c) Parmi les journaux anarchistes hors d'Espagne est à signaler spécialement "La Batalla" de Buenos-Aires pour son n° de septembre 1939 avec : "anarchistes de gouvernement" "Courants politiques de l'anarchie" (enquête de M. Day).

5°) - Trotskisme.

L. TROTSKI : "Ecrits 1928-1940, Tome III" (pp. 400-576 : la révolution espagnole, articles écrits de 1930 à 1939), Paris 1959.

Stalinisme.

1) Témoignages d'ex communistes sur la guerre d'Espagne et l'émigration en U.R.S.S.

J. LANDOWSKY (Médecin au service du NKVD)
"Symphonie en rouge majeur" Madrid 1950.
E. CASTRO DELGADO "J'ai perdu la foi à Mos-
cou", Paris 1950.
V. MONCLUS GUALLAR : "18 ans en U.R.S.S.",
Buenos-Aires.

2) Publications communistes orthodoxes en
France :

J.R. BLOCH "Espagne, Espagne", Paris 1936.
A.V.E.R. "Epopée d'Espagne, Brigades inter-
nationales 1936-39", édité par l'Amicale
des anciens Volontaires français en Espagne
Républicaine. Paris 1956.

en Allemagne de l'Est :

A. KANTOROVICZ (écrivain passé à l'Ouest
après la révolution hongroise) : "Journal
de Marche en Espagne", Berlin 1951
E. WEINERT : "Camardes", Berlin 1951
L. RENN : "La Guerre d'Espagne", Berlin 1955
A. NORDEN : "La Tragédie Espagnole", Berlin
1956.

Brochures du Comité des Combattants de la
Résistance antifasciste : "Toujours prêts à
défendre la liberté du peuple", "Nous com-
battons et vaincrons pour toi, Liberté", Ber-
lin 1956

G. SZINDA : "La XI° Brigade", Berlin 1956.

en Pologne :

A. KORTA et M. HOPMAN : "Karol Swiecrewki"
(le général Walter), Varsovie.
J. MROZEK : "Les Dabrowsak" (volontaires po-
lonais), Varsovie 1956.
J. WYKA "Chants sur Sarragosse" (Poèmes),
Varsovie 1956
XXX : "Le Fusil et le Coeur" (lettres), Ma-

drid 1937, Varsovie 1956.

en Russie :

SAMOILOW : "Guadalajara" Moscou 1940.

en Suisse :

M. WULLSCHLEGER : "Des Suisses se battent en Espagne" (en allemand), Zurich 1939.

en Italie :

L. LONGO (ex GALLO) : "Les Brigades Internationales, (1936-37)". 1956.

au Mexique :

J.H. CAUBIN : "La Bataille de l'Ebre", 1944.

Littérature :

S. TERY : "La Porte du Soleil", roman.

C.M. ARCONADA : "Le Fleuve Tage" roman.

W. BREDEL : "La rencontre sur l'Ebre", roman.

Fascisme.

H. KLOTZ : "Les Leçons Militaires de la Guerre d'Espagne", Paris 1937.

Gl. A. GUALLAND : "Jusqu'au bout de nos Messerschmitt", Paris.

M. AZNAR : "Histoire Militaire de la Guerre d'Espagne", Madrid 1940.

ARCHIVES secrètes de la Wilhelmstrasse :
"Guerre d'Espagne 1936-39", publiées par la Commission Alliée.

6°) Reflets littéraires et artistiques :

A. GAROSCI, "Les Intellectuels et la Guerre d'Espagne", Ed. Emami 1959, (en italien) (A suivre)

COURRIER ESPAGNE

(...)L'article qui ouvre le dossier de la révolution espagnole, voilà qui est bien il est nécessaire, indispensable de repenser ces événements, de les serrer, par une analyse judicieuse afin d'en tirer un certain enseignement pour des actions nouvelles.

Ici cependant, je dois --plus particulièrement sur cet essai de "bibliographie critique"-- faire quelques réserves expresses.

J'ai nettement l'impression que le camarade J. Presly n'a pas à sa disposition tous les éléments bibliographiques, et si, il lui arrive de citer certains ouvrages essentiels, il me semble en omettre beaucoup.

Je sais que par habitude, on mentionne les ouvrages fondamentaux --de même les témoignages. Tout cela est bien, mais tout ce qui a été plus ou moins publié --à l'époque -- dans des opuscules à tirage restreint ou dans des publications éphémères qui n'étaient pas dans la ligne dite officielle a été oublié sans plus. Il faut s'en référer cependant si l'on veut ouvrir le dossier de la révolution d'Espagne et écouter ces voix d'en dehors qui prirent part à la mêlée cependant. (...)

(...) Plutôt que de s'attacher à dégager certains aspects spécifiques de l'expérience espagnole, il serait préférable je crois, de tenter de mettre à jour ceux de ses éléments, qui, aujourd'hui encore, conservent une portée universelle : la tendance du prolétariat à réaliser le communisme dès qu'il parvient à se libérer un tant soit peu du carcan de l'exploitation et des conceptions politiques "ouvrières" que cette exploitation suscite.

En d'autres termes, tendre à l'essentiel ici serait d'une part analyser et critiquer le mouvement des conseils ouvriers et de paysans en Espagne, de le confronter avec ce qui s'est fait auparavant et ensuite, dans de tout autres conditions. D'autre part, critiquer et dénoncer les anciennes formes d'organisation et les principes politiques qui ont noyé dans le sang et la bêtise l'élan du prolétariat des ouvriers et paysans. En Espagne, ce visage réactionnaire a pris souvent les traits de l'anarchisme.

Mais, pour procéder à un tel examen, il faudrait avant tout se débarrasser des croyances fétiches. Il me semble significatif que votre bibliographie, fort bien faite tant qu'il s'agit des auteurs anarchistes ou bourgeois, devient agressive dès qu'il s'agit de marxistes, réel ou prétendus, et qu'elle traite par l'oubli les plus représentatifs d'entre eux.

Qu'est-ce donc, en effet, qui justifie cette agressivité contre Marx et Engels sinon du fétichisme, de la manie ! J. Presly, à propos de l'affaire de l'Alliance, renvoie uniquement au libertaire Nettlau. Pourquoi ne pas signaler que, dans la querelle personnelle entre Marx et Bakounine, la plupart des marxistes, indépendants d'esprit, qui ont traité de la question, inclinaient vers

Bakounine (Kaminski, Bakounine, Paris, 1938, pp. 305-306) ? Bakounine lui-même ne contestait aucunement les mérites révolutionnaires de celui qu'il considérait comme un "géant" (cité par Kiminski, pp. 246-247), et Bakounine, là, ne manoeuvrait certes pas, comme la chose lui arriva, à lui-aussi !

Il semble très souhaitable de laisser de côté le différent personnel. Au fond, ce que Bakounine reprochait à Marx, il l'exprima bien souvent, c'était de vouloir organiser une dictature de "savants socialistes" sur le peuple (cité dans Marx et Engels, Contre l'Anarchisme, Paris, 1935, p.44); tandis que Marx s'opposait carrément même par des menées douteuses, aux méthodes bakouniennes d'organisation : conspiration selon un plan fixé d'avance et imposé par une société secrète de révolutionnaires professionnels, noyautage, etc... sans parler d'aspects tout aussi déplaisants de Bakounine comme son antisémitisme virulent. Ne rendait-il pas là des points à cet autre anarchiste antisémite que fut Proudhon : "Des Juifs, encore les Juifs, toujours les Juifs ! Sous la République comme sous Louis-Philippe et sous Louis XIV, nous sommes à la merci des Juifs !" (Oeuvres complètes, t. XVII, p.31).

Il est frappant de constater que les aspects et méthodes réactionnaires que Bakounine dénonçait chez Marx et Marx chez Bakounine ont trouvé leur épanouissement dans la dictature des bolchéviques. Cela devrait porter à réfléchir, nom d'un chien, et à laisser les vieilles barbes chez le barbier ! Il ne sert de rien d'opposer Bakounine à Marx ils furent l'un comme l'autre, des expressions d'une première étape du mouvement ouvrier, d'une conception maintenant révolue du socialisme ; en bien comme en mal, une préfiguration de son avenir. Le mérite de Marx, de sa

méthode d'analyse rationnelle, critique et historique, demeure néanmoins en ce qu'elle peut permettre une vue universelle des choses et de se critiquer elle-même. Bakounine en était averti qui, pour le meilleur et aussi pour le pire, a pu être décrit, par quelques uns de ses biographes, bolchéviques hétérodoxes (Y. Steklov et V. Polenski), comme un "précurseur de Lénine", un "disciple de Marx". Et, du moins en ce qui concerne ces historiens, il serait trop aisé de parler d'annexion arbitraire.

Mais, après tout, il ne s'agit plus de poursuivre des polémiques plus que rassi es, cette agressivité n'a donc pas grande importance. C'est un tic anarchiste et voilà tout ! Ce que je trouve choquant est que Presly réduit le marxisme aux staliniens et aux trotskistes. Il est trop facile, dès lors, de parler des "totalitarismes marxistes" et de leur opposer les "bons" anarchistes ! comme Santillan ou Oliver sans doute ! (...)

S. COUSIN. (Paris, fev.60)

DANS NOTRE COURRIER

Voici un large extrait d'une lettre d'un camarade Martiniquais relatant les événements qui eurent lieu en Martinique en décembre 59:

(...) Oui ! "émeute" il y a eu --un coup de sang, et comme on n'en avait pas vu depuis la grande révolte du Sud de 1870. L'affaire est partie de là : un C.R.S. en civil et en voiture renverse la Vespa d'un soldat également en civil et au lieu de s'excuser se montre arrogant d'où bagarre. La foule s'amasse, conspu le blanc mais les choses s'arrangent. Les deux adversaires prenaient même --à ce qu'on dit-- un coup ensemble à l'hotel de l'Europe (sur la Savane) quand, comme un vol de stukas, moteurs vombrissants, le baton haut, une nuée de C.R.S. fond sur la foule et la fait "dégager" avec une brutalité rare. Alors la foule de se défendre et pierres de voler et bouts de bois, tessons de bouteille, barres de fer, etc et quelques C.R.S. à l'hôpital. Sur ce la nuit tomba mais la colère de la foule, elle, ne tomba pas pour autant et vers les 7 heures du soir (il fait noir ici à 7 H. - 1/4) l'hotel de l'Europe est assiégé et bombardé de projectiles. Il faut vous dire que c'était le siège de la très officielle "Association des Pieds-Noirs" (1) et les pieds-noirs (qui débarquent ici de plus en plus nombreux) sont bien connus

pour leur racisme. Puis la manifestation dès ce moment prend un sens nouveau ou du moins son vrai sens, celui qui a fait descendre des mornes environnants des groupes compacts les bras allourdis de projectiles. Quand on eut fini de casser tout ce qu'on pouvait casser de l'extérieur à ce fameux hôtel, on partit pour faire un sort à tous les grands magasins, les grands hôtels, à tout ce qui manifeste la puissance et le fric. Les rues commerçantes et les abords de la Savane étaient le lendemain matin parsemées de vitres brisées et d'amoncellements de projectiles de toutes sortes. Puis la journée fut calme mais le bruit courait par toute la ville que pas un C.R.S. ne sortirait vivant s'il tombait entre les mains des manifestants. En ville unanimité complète. Les C.R.S. sont unanimement détestés et ils donnent l'impression par leurs agissements d'être beaucoup plus au service des békés (2) qu'à celui de la préfecture. Or ce soir là la préfecture fit consigner tout ce qu'il y a ici comme forces de répression blanches C.R.S., gendarmes, et envoya pour faire face aux manifestants des agents locaux qui en règle générale se bornent à organiser la circulation. Il faut vous dire aussi que cette même nuit le Préfet fit consigner toutes les casernes parce que la veille les soldats avaient été en tête de la manifestation aux côtés des Martiniquais et qu'ils avaient juré de revenir avec leurs fusils et des grenades. Inutile de dire que quand en différents points de la ville on s'aperçut que c'étaient des noirs, des frères, qui venaient revolvers au poing pour disperser les gens, on s'en prit à eux et c'est là un nouvel aspect de la manifestation. On les mit à mal, on en assomma plusieurs. Ils reçurent l'ordre de tirer et en deux endroits il y eut mort d'homme (des ga-

mins de 16 ans), la colère devint de la fureur et on décide de mettre le feu à tous les postes de police de la ville. Il fallait voir les pompiers allant d'Est en Ouest et du Nord au Sud. Deux commissariats ont quand même brûlé entièrement, deux autres ont été vidés du sous-sol au grenier de leurs contenu, les voitures de police furent aussi incendiées et lorsqu'on ne put pas les brûler on les jeta dans la rivière. Cette nuit là aussi, des groupes compacts s'assurèrent le contrôle de toutes les routes menant en ville. On arrêtait les voitures, si le conducteur et les occupants étaient noirs ils avaient blanc-seing, s'ils étaient blancs on les battait, on renversait les voitures bref ! on les mettait à mal. Ce fut le 4° aspect du mouvement: antiblanc. Le lendemain matin, atmosphère lourde. Arrivée de gendarmes de Guadeloupe, conciliabules, chuchotements, déclarations du Préfet à la radio toutes les demi-heures: "Mes chers amis... Martiniquais mes amis... mon affection par ci, ma bonne volonté par là...", mais le soir venu les groupes se reforment pour incendier comme prévu ce qui restait de postes de police avec cocktails Molotov bien connus... Un poste d'essence et une perception ont flambé mais un troisième jeune gars tomba. Le lendemain couvre-feu et la fièvre tomba. Les maires et conseillers généraux mirent le Préfet en demeure de venir tenir séance à l'Hôtel du Conseil général. Il essaya de donner des faits une version truquée, la foule le conspua. Un texte fut finalement adopté et envoyé en haut lieu du côté de Sa Grandeur. Réponse vint : il se trouve que ce coup de sang aura eu des résultats infiniment dérisoires par rapport à ce qui aurait pu en sortir notamment si les communes avaient eu le temps de bouger, mais

tout de même : l'important problème des allocations familiales trouve une solution, les ouvriers agricoles ne seront pas introduits dans ce pays où le chômage est endémique, un navire de guerre chargé de troupes qui était en route a fait demi-tour, etc... et quelques autres points notamment la prise en considération dans l'immédiat d'un plan d'industrialisation.

Mouvement complexe donc où l'on peut discerner 4 directions : anti-C.R.S., antiblanc, antipolice locale autrement dit anti "gad'caca" enfin anti-riche, mais comme fondement à tout cela une ligne unique : la misère , l'incertitude du lendemain.

Ce fut un coup de tonnerre - excellent, nécessaire - qui a donné confiance en eux-mêmes à des gars séculairement ignorés. Compte tenu de l'état de dépendance où nous sommes, (départementalisation), de notre exigüité, je ne sais s'il pouvait sortir beaucoup plus que ce qui est sorti de cette explosion. L'extrême pointe des revendications ici consiste en la gestion par les Martiniquais de leurs propres affaires en liaison bien sûr avec la France. Ce n'est pas l'indépendance, impensable dans l'état actuel des choses. Or même cette autonomie interne qui semble rassembler de plus en plus de suffrages dans tous les milieux (sauf bien entendu celui des gros commerçants) ne peut être ^{qu'}octroyée car la prendre de vive force revient à l'indépendance.

Mais en voilà assez sur un sujet que nous reprendrons car si le gouvernement ne tient pas ses promesses une étincelle suffira pour rallumer la colère et cette fois en face des mitrailletes et des fusils des gendarmes il y aura sans doute autre chose que des poitrines nues et des cailloux. L'opinion

est sensibilisée à l'extrême et ici traditionnellement les soldats sont avec le peuple(...)

- (1) - Européens nés en Afrique du Nord.
 - (2) - Européens nés en Martinique.
-

Du camarade J.F. (Strasbourg) :

(...) Le premier chapitre de Prat-Cotter ne tient pas (L. & R. n°14) (...) Je pense aussi qu'il valait mieux, sur les origines de la société, se reporter à des études ethnologiques et entropologiques récentes qu'aux textes discutables de Malatesta. Il est en particulier complètement erroné d'admettre que l'homme ait pu vivre seul au point de départ et s'unir après avec d'autres individus parce qu'il voit par expérience que là est son intérêt. Cette genèse de "l'instinct social" est complètement fantaisiste. L'individu ne s'est distingué que très tardivement du groupe, c'est le groupe qui est au point de départ, et non l'individu (...)

Nous avons reçu du camarade B. (région parisienne) une lettre qui revient sur un n° déjà ancien de L. & R.. L'intérêt et la permanence du sujet soulevé nous font publier les extraits suivants :

(...) La libre association des peuples exige évidemment que ces peuples soient libres avant de s'associer. Si les peuples colonisés se trompent en voulant établir un nouvel Etat nous ne pouvons cependant qu'être favorables à leurs luttes contre la surexploitation éhontée que constitue le colonialisme. Si l'étape du nationalisme n'est pas théorique-

ment indispensable, il faut reconnaître, d'une part pratiquement, que le statut colonial bouche toute évolution; d'autre part, psychologiquement, que l'aspiration à l'indépendance masque pour les peuples colonisés la plupart des autres problèmes. L'indépendance des peuples coloniaux est donc en tout état de cause un pas en vant. Les peuples coloniaux recherchent avant tout la dignité de l'homme que leur refuse le statut colonial. Ils ne veulent plus être, chez eux, l'objet du mépris de ceux qui leur ont volé leurs terres et les maintiennent dans l'exploitation la plus féroce. Même si nous ne sommes pas d'accord avec eux sur leur but immédiat : l'établissement d'un nouvel état, leurs luttes ne peuvent que nous être sympathiques et c'est dans la mesure où nous leur manifesterons notre solidarité qu'ils écouteront nos arguments et qu'ils se rendront compte le jour où ils auront établi leur Etat, que ces arguments étaient justes. (...)

Du camarade D. (Amérique latine) :

(...) Je trouve qu'il y a des éléments utilisables dans le marxisme mais, quoique cela semble paradoxal, ce n'est que l'anarchisme qui peut les mettre en valeur. Une synthèse est impossible, les principes politiques respectifs étant inconciliables. Le marxisme s'apauvrit de plus en plus et ce n'est que sous la forme du communisme des conseils qu'il présente encore quelque intérêt. J'ai du respect pour la science et l'honnêteté d'un Pannekoek, d'un Korsch, d'un Mattick, mais ils se sont trop isolés des masses. S'ils ne sont pas venus vers nous c'est qu'il y a aussi du sectarisme dans notre mouvement et qu'on leur fait constamment un grief d'être encore par certains aspects philosophiques et de la théorie écono-

